



## ROGERS COMMUNICATIONS ANNONCE SES RÉSULTATS POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2014

*Solides marges et flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*

*Lancement du plan Rogers 3.0 pour offrir une expérience client enrichie et relancer la croissance*

*Déploiement du spectre sans fil de 700 MHz nouvellement acquis dans les grandes villes canadiennes offrant aux Canadiens une expérience vidéo mobile ultime*

TORONTO (le 24 juillet 2014) – Rogers Communications Inc., l'une des premières sociétés diversifiées dans les communications et les médias au Canada, a fait connaître aujourd'hui ses résultats financiers et opérationnels consolidés non audités pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2014 préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »).

### Principaux résultats financiers

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2014	2013	Variation en %	2014	2013	Variation en %
Produits opérationnels	3 212 \$	3 212 \$	–	6 232 \$	6 239 \$	–
Après ajustement <sup>1</sup>						
Résultat d'exploitation	1 313	1 306	1	2 474	2 485	–
Résultat net	432	497	(13)	772	911	(15)
Résultat par action de base	0,84	0,97	(13)	1,50	1,77	(15)
Résultat par action dilué	0,84	0,96	(13)	1,49	1,76	(15)
Flux de trésorerie disponibles <sup>1</sup>	436	505	(14)	792	933	(15)
Bénéfice net	405	532	(24)	712	885	(20)
Bénéfice de base par action	0,79	1,03	(23)	1,38	1,72	(20)
Bénéfice dilué par action	0,76	0,93	(18)	1,33	1,69	(21)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 202	1 061	13	1 610	1 866	(14)

<sup>1</sup> Les montants ajustés et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

« Au cours du deuxième trimestre, nous avons continué à améliorer les taux d'attrition, à générer de solides marges et à développer notre plateforme de médias sportifs », a affirmé Guy Laurence, président et chef de la direction de Rogers Communications Inc.

« À la fin du trimestre, nous avons également annoncé le lancement de Rogers 3.0, un plan pluriannuel articulé autour de sept priorités stratégiques jetant les bases nécessaires pour rehausser l'expérience client et stimuler la croissance pour que celle-ci se mesure à celle de nos pairs. Au fil du temps, cette nouvelle structure axée sur le client simplifiera l'organisation, permettra de préciser les sphères de responsabilités et améliorera notre polyvalence et notre performance », a ajouté M. Laurence.

## Faits saillants trimestriels

### Dévoilement d'un nouveau plan stratégique

- Le 23 mai 2014, le chef de la direction, Guy Laurence, a dévoilé Rogers 3.0, un plan pluriannuel en sept points fondé sur les commentaires de milliers de clients, d'employés et d'actionnaires. Le plan repose sur la composition de l'actif inégalée de Rogers et sur les forces sous-jacentes de la Société pour uniformiser les activités, améliorer le service à la clientèle, cerner les occasions de croissance et d'innovation et en tirer parti.

### Produits opérationnels

- Les produits consolidés du trimestre considéré sont demeurés stables par rapport à ceux du deuxième trimestre de 2013, rendant compte de la croissance de 1 % des produits du secteur Media et de 6 % des produits du secteur Solutions d'Affaires. Les produits tirés des réseaux de Sans-fil sont demeurés relativement stables d'un exercice à l'autre, affichant une amélioration progressive par rapport au recul de 3 % observé au premier trimestre de 2014. Compte non tenu du recul des produits tirés des services d'itinérance imputable aux nouveaux forfaits d'itinérance mis en place au cours de la dernière année, les produits tirés des réseaux de Sans-fil auraient été en hausse de 2 % par rapport à ceux du deuxième trimestre de 2013. Les produits de Cable sont demeurés stables par rapport à ceux du deuxième trimestre de 2013, puisque la croissance soutenue des produits tirés des services d'accès Internet conjuguée à l'incidence des modifications tarifaires pour l'ensemble des produits a été contrebalancée en grande partie par la réduction du nombre d'abonnés aux services de télévision.
- Rogers a mis en service 588 000 téléphones intelligents, dont 31 % étaient destinés à de nouveaux abonnés, alors que les utilisateurs de téléphones intelligents, qui sont des clients à rentabilité plus élevée, se sont accrus pour désormais constituer 76 % des abonnés aux services facturés de Sans-fil.

### Résultat d'exploitation ajusté et bénéfice net

- La hausse du résultat d'exploitation ajusté consolidé s'explique par les augmentations enregistrées par les secteurs Sans-fil en hausse de 3 % et Solutions d'Affaires en hausse de 12 %, lesquelles ont été contrebalancées en partie par les baisses de 2 % dans le secteur Cable et de 16 % dans le secteur Media. Les résultats de Sans-fil ont profité de la baisse du nombre de rehaussements d'appareils et de nouvelles mises en service. Les résultats de Cable ont subi l'incidence défavorable de la hausse des investissements dans le service à la clientèle et le réseau, tandis que les résultats de Media ont été défavorablement touchés par une baisse des produits tirés de la publicité et par les sommes injectées dans les salaires des joueurs des Blue Jays de Toronto, dans les coûts de programmation, dans Next Issue Canada et dans le projet de Rogers lié à la LNH.
- La marge bénéficiaire opérationnelle ajustée consolidée s'est établie à 40,9 % pour le trimestre considéré, en hausse par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison des solides marges bénéficiaires opérationnelles ajustées de 50,4 % de Sans-fil et de 29,5 % de Solutions d'Affaires.
- La baisse du résultat net ajusté et du résultat par action ajusté est essentiellement imputable à la hausse de 15 % des dotations aux amortissements partiellement contrebalancée par la hausse du résultat d'exploitation ajusté. Le bénéfice net et le bénéfice dilué par action ont respectivement reculé de 24 % et de 18 % par rapport au deuxième trimestre de 2013.

### Amélioration des réseaux de pointe afin de continuer à monétiser la croissance rapide des données

- Rogers a déployé le spectre de 700 MHz dans certaines collectivités de Vancouver, de Calgary, de Montréal et de Toronto, offrant l'expérience vidéo mobile par excellence aux clients de Rogers qui accèdent à Internet et écoutent des vidéos en continu au plus profond des immeubles, sous-sols et cages d'ascenseurs.
- Rogers a annoncé des investissements prévus de 450 millions de dollars au cours des trois prochaines années pour étendre son réseau sans fil dans plus de 70 collectivités en Colombie-Britannique, y compris pour rehausser les connexions LTE existantes, au moyen du spectre de 700 MHz pour permettre aux clients d'accéder à Internet à la vitesse des services Internet à large bande dans encore plus d'endroits. Une fois ces investissements faits, Rogers aura injecté 2 milliards de dollars dans son réseau en Colombie-Britannique, fournissant à la fois aux clients des centres urbains et des régions rurales un accès fiable et uniforme aux dernières technologies, et ce, à l'échelle de la province.

## Une expérience client enrichie

- Rogers a signé une entente de partenariat avec Vodafone pour le marché canadien. L'entente permettra à Rogers d'appliquer l'expérience, les innovations et la portée internationales de Vodafone au marché canadien pour générer un certain nombre d'occasions de création de revenus, d'économies et de produits.
- Rogers a donné le coup d'envoi à des trousseaux sans fil pour les voyages internationaux, regroupant les services dont les clients et les petites entreprises ont besoin pour demeurer branchés, y compris les services de transmission de la voix, de messagerie texte et de données, et offrant également aux voyageurs qui désirent accéder à Internet au moyen de leur téléphone intelligent ou de leur tablette un nouveau tarif fixe de 9,99 \$ par jour pour les services de transmission de données uniquement.
- Rogers a présenté Service de suivi Rogers, un nouveau service qui permet aux petites entreprises clientes de rapidement et facilement passer leur compte en revue avec un spécialiste petites entreprises afin de s'assurer qu'elles profitent des services adaptés à leurs besoins d'affaires.
- Rogers a lancé le portefeuille mobiXpress<sup>MC</sup>, une nouvelle application qui permet aux clients d'utiliser leur téléphone intelligent pour enregistrer de façon sécuritaire les cartes de paiement admissibles sur leur téléphone intelligent et d'effectuer des paiements auprès de dizaines de milliers de détaillants partout au pays.
- Rogers est devenu le premier fournisseur de services canadien à donner des détails sur le contexte et la méthode de partage de données en réponse à des demandes émanant d'autorités juridiques, dans le cadre de la publication de son rapport intitulé *Rapport sur la transparence de 2013*.
- Rogers Vicinity, un programme de fidélisation automatisé offrant aux petites entreprises et à leurs clients un accès à des programmes et à des récompenses fidélité, a remporté le prix du produit de l'année dans la catégorie Programmes de récompenses ou de services financiers d'un palmarès ayant fait appel au vote du public. Au cours du trimestre, nous avons également étendu l'offre du programme Vicinity à l'Ouest canadien.

## Augmentation de l'offre de contenu sportif et autre

- Rogers a lancé Sportsnet NOW, un service de diffusion en continu haute définition de contenu en direct accessible tous les jours 24 heures sur 24 regroupant les sept chaînes de télévision de Sportsnet. Conçu pour permettre aux amateurs de sports de suivre leurs équipes, joueurs ou programmations Sportsnet favoris, Sportsnet NOW est offert gratuitement sur tous les types d'appareils mobiles et ordinateurs portables aux abonnés à la chaîne Sportsnet TV.
- Rogers a dévoilé son calendrier 2014-2015 de diffusion nationale des matchs de la LNH, présentant aux Canadiens le double des matchs gratuits à la télévision traditionnelle et le double des matchs du samedi soir dans le cadre de l'émission Hockey Night in Canada jamais présentés auparavant. Les annonceurs de renom Jim Hugson, Dave Randorf, Paul Romanuk et Bob Cole constitueront l'équipe d'analystes qui commentera les matchs à l'échelle nationale pour l'ensemble des actifs de Rogers Media, et pour Hockey Night in Canada.
- Next Issue Canada a continué d'augmenter l'offre de son kiosque numérique en ajoutant People Magazine, National Geographic, Travel+ Leisure et Food & Wine à sa liste étendue de plus de 140 magazines nord-américains.

## Investissement dans notre effectif et perfectionnement de celui-ci

- Nommée l'un des « meilleurs employeurs pour les jeunes au Canada » pour une cinquième année consécutive par les juges du palmarès des 100 meilleurs employeurs au Canada. Ces derniers ont affirmé que Rogers offre du travail intéressant et stimulant, un vaste éventail de possibilités de carrières, un programme de rémunération globale des plus avantageux et une chance de travailler avec les meilleurs éléments du secteur.

### **Le bilan demeure solide et la disponibilité des liquidités, excellente**

- Pour le trimestre, les flux de trésorerie disponibles consolidés se sont élevés à 436 millions de dollars, alors que les entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles se sont chiffrées à 1 202 millions de dollars. Un montant de 500 millions de dollars d'emprunts bancaires, initialement prélevé aux termes de notre facilité de crédit en avril 2014 pour financer partiellement l'achat de notre spectre de 700 MHz, a par ailleurs été remboursé.
- Au 30 juin 2014, Rogers avait des liquidités disponibles totalisant environ 2,6 milliards de dollars composées d'un solde de 2,5 milliards de dollars au titre de la facilité de crédit bancaire et d'un solde de 0,1 milliard de dollars disponible aux termes du programme de titrisation des débiteurs.

### **Mesures non conformes aux PCGR**

Des mesures non conformes aux PCGR sont contenues dans le présent communiqué sur les résultats financiers, notamment le résultat d'exploitation ajusté, le résultat net ajusté, le résultat par action de base ajusté, le résultat par action dilué ajusté, la dette nette ajustée et les flux de trésorerie disponibles. Ces mesures sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérées comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR; elles ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » du rapport de gestion pour le deuxième trimestre de 2014 qui suit pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

# RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente de l'information importante au sujet de nos activités et de notre performance pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2014.

Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes y afférentes pour le deuxième trimestre de 2014, préparés conformément aux IFRS, avec notre rapport de gestion annuel de 2013 et nos états financiers consolidés annuels audités de 2013 et les notes y afférentes, ainsi qu'avec les autres documents récents déposés auprès des autorités en valeurs mobilières canadiennes et américaines et publiés sur SEDAR, à [www.sedar.com](http://www.sedar.com) ou sur EDGAR, à [www.sec.gov](http://www.sec.gov), respectivement.

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens, sauf indication contraire. Toutes les variations en pourcentage sont calculées en fonction de nombres arrondis, tels qu'ils sont présentés dans les tableaux. L'information présentée est datée du 23 juillet 2014 et a été revue par le comité d'audit de notre conseil d'administration. Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs et des hypothèses. Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « À propos des énoncés prospectifs » pour obtenir de plus amples renseignements.

Les termes « nous », « notre », « nos », « Rogers », « Rogers Communications » et « la Société » désignent Rogers Communications Inc. et ses filiales. Le terme « RCI » s'entend de l'entité juridique Rogers Communications Inc., à l'exclusion de nos filiales. En sus des secteurs dont il est question ci-après, RCI détient également des participations dans divers placements et entreprises.

## Quatre secteurs opérationnels

Nous présentons nos résultats opérationnels selon les quatre secteurs suivants :

Sans-fil	Activités de télécommunications sans fil destinées aux entreprises et aux consommateurs canadiens.
Cable	Activités de télécommunications par câble, y compris les services de télévision, d'accès Internet et de téléphonie par câble pour les entreprises et les consommateurs canadiens.
Solutions d'Affaires	Connectivité réseau offerte au moyen de nos actifs liés au réseau de fibre optique afin de prendre en charge un éventail de services de transmission de la voix et des données, de réseau, de centres de données et d'infonuagique aux entreprises canadiennes de moyenne et grande envergure et aux administrations gouvernementales, ainsi que de services de gros aux autres entreprises de télécommunications.
Media	Portefeuille diversifié de propriétés de médias qui comprend des activités de télédiffusion, de radiodiffusion, de chaînes spécialisées, de médias numériques, d'achat multiplateforme, d'édition et de divertissement et médias sportifs.

Sans-fil, Cable et Solutions d'Affaires sont exploités par notre filiale en propriété exclusive, Rogers Communications Partnership, et nos autres filiales en propriété exclusive. Le secteur Media est exploité par notre filiale en propriété exclusive Rogers Media Inc. et ses filiales.

## Table des matières

Résultats financiers consolidés.....	6	Prévisions financières.....	31
Résultats de nos secteurs opérationnels.....	9	Indicateurs clés de performance.....	31
Analyse du bénéfice net consolidé.....	18	Mesures non conformes aux PCGR.....	32
Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières.....	22	Information additionnelle.....	35
Situation financière.....	25	À propos des énoncés prospectifs.....	37
Gestion des risques financiers.....	25	À propos de Rogers Communications Inc. ....	38
Évolution de la réglementation.....	28	Conférence téléphonique trimestrielle à l'intention de la communauté financière.....	38
Mise à jour sur les risques et les incertitudes.....	29	Renseignements additionnels.....	39
Estimations et méthodes comptables critiques.....	30		

## Résultats financiers consolidés

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2014	2013	Variation en %	2014	2013	Variation en %
Produits opérationnels						
Sans-fil	1 800 \$	1 813 \$	(1)	3 527 \$	3 573 \$	(1)
Cable	872	870	–	1 732	1 731	–
Solutions d'Affaires	95	90	6	189	183	3
Media	475	470	1	842	811	4
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(30)	(31)	(3)	(58)	(59)	(2)
<b>Produits opérationnels</b>	<b>3 212</b>	<b>3 212</b>	<b>–</b>	<b>6 232</b>	<b>6 239</b>	<b>–</b>
Résultat d'exploitation ajusté						
Sans-fil	843	821	3	1 633	1 586	3
Cable	423	431	(2)	832	860	(3)
Solutions d'Affaires	28	25	12	56	48	17
Media	54	64	(16)	30	57	(47)
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(35)	(35)	–	(77)	(66)	17
<b>Résultat d'exploitation ajusté<sup>1</sup></b>	<b>1 313</b>	<b>1 306</b>	<b>1</b>	<b>2 474</b>	<b>2 485</b>	<b>–</b>
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	40,9 %	40,7 %		39,7 %	39,8 %	
<b>Bénéfice net</b>	<b>405</b>	<b>532</b>	<b>(24)</b>	<b>712</b>	<b>885</b>	<b>(20)</b>
Bénéfice dilué par action	0,76	0,93	(18)	1,33	1,69	(21)
<b>Résultat net ajusté<sup>1</sup></b>	<b>432</b>	<b>497</b>	<b>(13)</b>	<b>772</b>	<b>911</b>	<b>(15)</b>
Résultat par action dilué ajusté <sup>1</sup>	0,84	0,96	(13)	1,49	1,76	(15)
Entrées d'immobilisations corporelles	576 \$	525 \$	10	1 064 \$	989 \$	8
Flux de trésorerie disponibles <sup>1</sup>	436	505	(14)	792	933	(15)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 202	1 061	13	1 610	1 866	(14)

<sup>1</sup> Le résultat d'exploitation ajusté, le résultat net ajusté, le résultat par action dilué ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, elles ne sont pas nécessairement comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

## Principales variations des résultats financiers par rapport à 2013

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 30 juin	Semestre clos le 30 juin	Se reporter à la page
<i>Variation des produits opérationnels – augmentation (diminution) :</i>			
Produits tirés des réseaux – Sans-fil	4 \$	(43) \$	10
Ventes de matériel – Sans-fil	(17)	(3)	10
Cable	2	1	12
Solutions d’Affaires	5	6	14
Media	5	31	16
Autres	1	1	
<b>Produits opérationnels stables (en baisse) par rapport à ceux de 2013</b>	<b>–</b>	<b>(7)</b>	
<i>Variation du résultat d’exploitation ajusté – augmentation (diminution) :</i>			
Sans-fil	22	47	11
Cable	(8)	(28)	13
Solutions d’Affaires	3	8	15
Media	(10)	(27)	16
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	–	(11)	
<b>Augmentation (diminution) du résultat d’exploitation ajusté<sup>1</sup> par rapport à celui de 2013</b>	<b>7</b>	<b>(11)</b>	
Diminution (augmentation) de la charge de rémunération fondée sur des actions	(10)	43	18
Hausse des frais de restructuration, des coûts d’acquisition et autres charges	(16)	(16)	18
Hausse des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(69)	(138)	19
Augmentation des charges financières	(3)	(47)	19
Variation des autres produits (charges)	(69)	(69)	20
Baisse de l’impôt sur le résultat	33	65	20
<b>Variation du bénéfice net par rapport à celui de 2013</b>	<b>(127)</b>	<b>(173)</b>	<b>20</b>

<sup>1</sup> Le résultat d’exploitation ajusté est une mesure non conforme aux PCGR et ne doit pas être considéré comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Cette mesure n’est pas définie en vertu des IFRS et n’a pas de signification normalisée et, par conséquent, sa fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d’autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de cette mesure, y compris la façon dont nous la calculons.

### Produits opérationnels

Les produits tirés des réseaux de Sans-fil du trimestre considéré sont demeurés relativement stables par rapport à ceux du trimestre correspondant de l’exercice précédent. Au premier semestre, les produits tirés des réseaux de Sans-fil ont reculé essentiellement en raison des modifications apportées à la tarification au cours du dernier exercice essentiellement imputables à nos forfaits simplifiés et économiques et à l’introduction en 2013 de forfaits d’itinérance à tarif réduit.

Les produits opérationnels de Cable pour le trimestre visé et le premier semestre sont demeurés stables par rapport à ceux des périodes correspondantes de l’exercice précédent, principalement en raison du fait que la croissance des produits tirés des services d’accès Internet et l’incidence de la hausse de la tarification pour l’ensemble des produits ont été contrebalancées par un recul des produits tirés des services de télévision et de téléphonie, par la réduction du nombre d’abonnés aux services de télévision et par un environnement de tarification plus concurrentiel qu’au cours de l’exercice précédent.

Les produits opérationnels de Solutions d’Affaires pour le trimestre considéré et pour le premier semestre se sont accrus par rapport à ceux des périodes correspondantes de l’exercice précédent, alors que la croissance soutenue des services de prochaine génération et sur réseaux possédés et que la hausse des produits tirés des nouveaux centres de données ont été contrebalancées en partie par le recul des produits tirés des services traditionnels hors réseau à marge inférieure.

Les produits opérationnels de Media ont augmenté au cours du trimestre considéré et du premier semestre par rapport à ceux des périodes correspondantes de l’exercice précédent, essentiellement en raison de la croissance des produits de Sportsnet, de Radio, des Blue Jays de Toronto et de The Shopping Channel.

*Résultat d'exploitation ajusté*

Le résultat d'exploitation ajusté de Sans-fil s'est accru au cours du trimestre considéré et pour le premier semestre comparativement à celui des périodes correspondantes de l'exercice précédent, essentiellement en raison de la baisse des volumes de vente de téléphones intelligents subventionnés combinée à la variation des produits tirés des réseaux susmentionnée.

Le résultat d'exploitation ajusté de Cable a reculé au cours du trimestre visé et pour le premier semestre comparativement à celui des périodes correspondantes de l'exercice précédent, en raison de la hausse des dépenses liées au service à la clientèle et au réseau, conjuguée à la variation défavorable des produits susmentionnée.

Le résultat d'exploitation ajusté de Media a reculé au cours du trimestre considéré et pour le premier semestre par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, étant donné que la hausse des produits opérationnels de Media a été plus que contrebalancée par les sommes injectées dans les salaires des joueurs des Blue Jays de Toronto, par l'augmentation des coûts de programmation et par les coûts liés au lancement de Next Issue Canada et à l'entrée en vigueur du contrat de licence avec la LNH, survenue le 1<sup>er</sup> juillet 2014.



## Résultats de nos secteurs opérationnels

### SANS-FIL

#### Résultats financiers

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2014	2013	Variation en %	2014	2013	Variation en %
Produits opérationnels						
Produits tirés des réseaux	1 674 \$	1 670 \$	–	3 310 \$	3 353 \$	(1)
Ventes de matériel	126	143	(12)	217	220	(1)
<b>Produits opérationnels</b>	<b>1 800</b>	<b>1 813</b>	<b>(1)</b>	<b>3 527</b>	<b>3 573</b>	<b>(1)</b>
Charges opérationnelles						
Coût du matériel <sup>1</sup>	(333)	(378)	(12)	(630)	(727)	(13)
Autres charges opérationnelles	(624)	(614)	2	(1 264)	(1 260)	–
	(957)	(992)	(4)	(1 894)	(1 987)	(5)
<b>Résultat d'exploitation ajusté</b>	<b>843 \$</b>	<b>821 \$</b>	<b>3</b>	<b>1 633 \$</b>	<b>1 586 \$</b>	<b>3</b>
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée exprimée en pourcentage des produits tirés des réseaux	50,4 %	49,2 %		49,3 %	47,3 %	
Entrées d'immobilisations corporelles	254 \$	191 \$	33	435 \$	430 \$	1

<sup>1</sup> Le coût du matériel comprend le coût des ventes de matériel et les subventions directes pour les chaînes.

#### Sommaire des résultats d'abonnement <sup>1, 2</sup>

(en milliers pour les données sur les abonnés, sauf les PMPA et les taux d'attrition)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2014	2013	Variation	2014	2013	Variation
<b>Services facturés</b>						
Ajouts bruts d'abonnés	312	374	(62)	605	693	(88)
Ajouts nets d'abonnés	38	98	(60)	40	130	(90)
Total des abonnés aux services facturés	8 114	7 976	138	8 114	7 976	138
Attrition mensuelle	1,13 %	1,17 %	(0,04 pts)	1,17 %	1,19 %	(0,02 pts)
Produits moyens par abonné (« PMPA ») mensuels	66,40 \$	67,36 \$	(0,96) \$	65,79 \$	67,94 \$	(2,15) \$
<b>Services prépayés</b>						
Ajouts bruts d'abonnés	128	126	2	204	244	(40)
Réductions nettes d'abonnés	(31)	(56)	25	(104)	(149)	45
Total des abonnés aux services prépayés	1 325	1 442	(117)	1 325	1 442	(117)
Attrition mensuelle	3,92 %	4,13 %	(0,21 pts)	3,73 %	4,31 %	(0,58 pts)
PMPA	15,40 \$	15,79 \$	(0,39) \$	14,59 \$	15,18 \$	(0,59) \$
<b>PMPA mixtes</b>	<b>59,18 \$</b>	<b>59,30 \$</b>	<b>(0,12) \$</b>	<b>58,39 \$</b>	<b>59,48 \$</b>	<b>(1,09) \$</b>

<sup>1</sup> Compte non tenu des abonnés à nos services de téléphonie sans fil résidentielle.

<sup>2</sup> Les PMPA, le nombre d'abonnés et le taux d'attrition constituent des indicateurs clés de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

### **Produits tirés des réseaux**

Les produits tirés des réseaux sont demeurés stables au cours du trimestre visé et ont reculé pour le premier semestre par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice 2013. Cela représente une amélioration progressive par rapport au recul de 3 % observé au premier trimestre de 2014 et rend compte de l'incidence nette des éléments suivants :

- la hausse des produits tirés des services de transmission des données attribuable à l'accroissement du nombre d'abonnés aux services facturés et à l'utilisation accrue des services de données sans-fil, contrebalancée par;
- l'adoption soutenue de forfaits à tarification simple et économique, qui regroupent souvent certaines fonctionnalités comme la boîte vocale, l'afficheur et les appels interurbains au pays que nous facturions séparément auparavant;
- le lancement au cours des douze derniers mois de nos nouveaux forfaits d'itinérance aux États-Unis et d'itinérance internationale à tarifs réduits et de tarifs offrant une plus grande valeur aux consommateurs.

Compte non tenu de la baisse des produits tirés des services d'itinérance, les produits tirés des réseaux auraient augmenté de 2 % au cours du trimestre considéré et de 1 % pour le premier semestre par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Le taux d'attrition des services facturés a continué de s'améliorer, reculant de quatre points de base pour s'établir à 1,13 % pour le trimestre considéré, contre 1,17 % au deuxième trimestre de 2013. Nous sommes d'avis que l'amélioration du taux d'attrition est attribuable en partie à nos nouveaux forfaits simplifiés et à l'introduction de nos forfaits d'itinérance à valeur ajoutée.

Les ajouts bruts d'abonnés aux services facturés se sont chiffrés à 312 000 au cours du trimestre, soit 17 % de moins que ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui a entraîné une baisse du nombre d'ajouts nets d'abonnés aux services facturés, pour les porter à 38 000, et ce, en dépit du taux d'attrition moindre des abonnés aux services facturés. Le passage du secteur de contrats de trois ans à des contrats de deux ans en raison de la récente adoption par le Conseil de radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC ») du Code sur les services sans fil semble avoir ralenti la croissance du nombre d'abonnés aux services sans fil au cours du dernier exercice.

Nous avons procédé à la mise en service et au rehaussement d'environ 588 000 téléphones intelligents au cours du trimestre pour des nouveaux abonnés et des abonnés existants, contre environ 678 000 téléphones pour la même période de 2013. Le recul est essentiellement imputable à une baisse de 8 % des rehaussements d'appareils par les abonnés existants au cours du trimestre conjuguée à une réduction de 17 % des ajouts bruts d'abonnés.

Le pourcentage d'utilisateurs de téléphones intelligents au cours du trimestre s'établissait à 76 % du total de nos abonnés aux services facturés, contre 72 % au deuxième trimestre de 2013. Les utilisateurs de téléphones intelligents génèrent habituellement des PMPA grandement supérieurs et présentent un taux d'attrition moindre que les clients possédant des appareils moins évolués.

Les produits tirés des services de transmission des données se sont accrus de 12 % au cours du trimestre considéré et de 11 % pour le premier semestre, comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, principalement en raison de la pénétration soutenue et de l'utilisation croissante des téléphones intelligents, des tablettes et des cartes sans-fil de transmission de données sur portables, ce qui accroît l'utilisation du courriel, de l'accès Internet, des médias sociaux, de la vidéo mobile, de la messagerie texte et d'autres services sans fil de transmission des données. Les produits tirés des services de transmission des données ont excédé les produits tirés des services de transmission de la voix et représentaient environ 51 % du total des produits tirés des réseaux pour le trimestre considéré, contre environ 46 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

### **Baisse des ventes de matériel**

Les produits tirés des ventes de matériel ont reculé de 12 % au cours du trimestre considéré et de 1 % depuis le début de l'exercice, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent essentiellement en raison du recul des rehaussements d'appareils d'abonnés existants et de la réduction du nombre brut de mises en service. Pour le premier semestre, cette incidence a été compensée par la proportion d'appareils plus dispendieux dans la composition des téléphones intelligents mis en service. Au cours du deuxième trimestre, les abonnés optant pour un rehaussement de leur appareil sans fil ont représenté environ 5 % du bassin d'abonnés aux services facturés, contre 6 % au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

### **Diminution des charges opérationnelles**

Le coût des ventes de matériel a reculé de 12 % au cours du trimestre et de 13 % depuis le début de l'exercice comparativement à celui des périodes correspondantes de l'exercice précédent, principalement en raison du fait que moins d'abonnés ont procédé à un rehaussement de leurs appareils et qu'il y a eu un nombre brut de mises en service inférieur, comme indiqué ci-dessus.

Les charges de fidélisation totales, y compris les subventions aux rehaussements des appareils, se sont chiffrées à 209 millions de dollars au cours du trimestre considéré, demeurant relativement stables par rapport à celles de 208 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre, les charges de fidélisation totales ont reculé pour s'établir à 420 millions de dollars, contre 455 millions de dollars à l'exercice précédent. Cette baisse tient du fait que 11 % de moins d'abonnés existants ont rehaussé leurs appareils.

Les autres charges opérationnelles, compte non tenu des charges de fidélisation, ont augmenté de 1 % pour le trimestre considéré, alors que les améliorations apportées au chapitre de la gestion des coûts et de l'efficacité ont été contrebalancées par des investissements dans le service à la clientèle, et sont demeurées relativement stables pour le semestre.

### **Augmentation du résultat d'exploitation ajusté**

Le résultat d'exploitation ajusté a augmenté de 3 % au cours du trimestre visé et du premier semestre comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent en raison :

- de la croissance soutenue des produits tirés des services de transmission de données sans fil et de l'amélioration du taux d'attrition;
- de la baisse des volumes de ventes et de rehaussements de matériel;
- partiellement contrebalancées par les modifications de prix liées à nos forfaits simplifiés et à l'introduction de forfaits d'itinérance à prix moindres et à valeur ajoutée.

## CABLE

### Résultats financiers

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2014	2013 <sup>1</sup>	Variation en %	2014	2013 <sup>1</sup>	Variation en %
<b>Produits opérationnels</b>						
Services de télévision	437 \$	457 \$	(4)	868 \$	915 \$	(5)
Services d'accès Internet	312	287	9	617	564	9
Services de téléphonie	121	125	(3)	242	248	(2)
Produits tirés des services	870	869	–	1 727	1 727	–
Ventes de matériel	2	1	100	5	4	25
<b>Produits opérationnels</b>	<b>872</b>	<b>870</b>	<b>–</b>	<b>1 732</b>	<b>1 731</b>	<b>–</b>
<b>Charges opérationnelles</b>						
Coût du matériel	(1)	–	n.s.	(3)	(2)	50
Autres charges opérationnelles	(448)	(439)	2	(897)	(869)	3
	(449)	(439)	2	(900)	(871)	3
<b>Résultat d'exploitation ajusté</b>	<b>423 \$</b>	<b>431 \$</b>	<b>(2)</b>	<b>832 \$</b>	<b>860 \$</b>	<b>(3)</b>
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	48,5 %	49,5 %		48,0 %	49,7 %	
Entrées d'immobilisations corporelles	239 \$	267 \$	(10)	490 \$	448 \$	9

<sup>1</sup> Les résultats opérationnels de Mountain Cable sont inclus dans les résultats opérationnels de Cable à compter de la date d'acquisition, soit le 1<sup>er</sup> mai 2013.

n.s. : non significatif

### Résultats d'abonnement <sup>1</sup>

(en milliers pour les données sur les abonnés)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2014	2013	Variation	2014	2013	Variation
<b>Foyers branchés</b>	4 004	3 909	95	4 004	3 909	95
<b>Services de télévision</b>						
Réductions nettes d'abonnés	(33)	(35)	2	(53)	(60)	7
Nombre total d'abonnés aux services de télévision <sup>2</sup>	2 074	2 194	(120)	2 074	2 194	(120)
<b>Services d'accès Internet</b>						
Ajouts nets d'abonnés	2	6	(4)	22	32	(10)
Nombre total d'abonnés aux services d'accès Internet <sup>2</sup>	1 983	1 930	53	1 983	1 930	53
<b>Services de téléphonie</b>						
Ajouts nets d'abonnés	1	17	(16)	11	34	(23)
Nombre total d'abonnés aux services de téléphonie <sup>2</sup>	1 164	1 145	19	1 164	1 145	19
<b>Nombre total d'abonnés<sup>2,3</sup></b>						
Ajouts nets (pertes nettes)	(30)	(12)	(18)	(20)	6	(26)
Nombre total d'abonnés	5 221	5 269	(48)	5 221	5 269	(48)

<sup>1</sup> Le nombre d'abonnés est un indicateur clé de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

<sup>2</sup> Le 1<sup>er</sup> mai 2013, nous avons acquis 40 000 abonnés aux services de télévision, 38 000 foyers abonnés aux services de câble numériques, 34 000 abonnés aux services d'accès Internet haute vitesse par câble et 37 000 abonnés aux services de téléphonie par câble dans le cadre de notre acquisition de Mountain Cable. L'acquisition a en outre fait croître le nombre de foyers branchés de 59 000 unités.

<sup>3</sup> Comprend les abonnés aux services de télévision, d'accès Internet et de téléphonie.

### Produits opérationnels

Dans l'ensemble, les produits de Cable sont demeurés stables pour le trimestre à l'étude et pour le premier semestre par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, faisant état de l'incidence nette des éléments suivants :

- la croissance soutenue des abonnés à nos services d'accès Internet et de téléphonie conjuguée à l'incidence des modifications de prix;
- l'acquisition de Mountain Cable en mai 2013;
- annulées par des réductions du nombre d'abonnés aux services de télévision et les rabais connexes à des fins de fidélisation.

### **Baisse des produits tirés des services de télévision**

Les produits tirés des services de télévision ont reculé au cours du trimestre considéré et depuis le début de l'exercice en raison des facteurs suivants :

- la réduction du nombre d'abonnés aux services de télévision d'un exercice à l'autre;
- l'incidence des activités promotionnelles et de la tarification visant la fidélisation en lien avec l'intensification de la concurrence en ce qui concerne la télévision payante;
- partiellement contrebalancées par l'acquisition de Mountain Cable et par l'incidence des modifications de prix appliquées au cours de la dernière année.

Le nombre d'abonnés aux services de câble numériques représentait 86 % du total de nos abonnés aux services de télévision à la fin du trimestre, contre 82 % au 30 juin 2013. La plus grande offre de chaînes numériques, la vidéo sur demande, la TVHD et les EVP, alliés à l'initiative en cours de conversion des services analogiques aux services numériques, continuent de soutenir la croissance constante du nombre d'abonnés aux services de câble numériques, en pourcentage du nombre total d'abonnés aux services de télévision.

### **Hausse des produits tirés des services d'accès Internet**

Les produits tirés des services d'accès Internet ont augmenté de 9 % au cours du trimestre considéré et du premier semestre par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, rendant compte de l'incidence nette de l'augmentation du nombre d'abonnés aux services d'accès Internet ainsi que de la migration générale vers des services offrant des vitesses et des capacités supérieures, de même que des modifications tarifaires apportées aux services d'accès Internet.

Nos abonnés aux services d'accès Internet sont maintenant au nombre d'environ 2,0 millions et la pénétration atteint :

- 96 % de nos abonnés aux services de télévision, contre 88 % au 30 juin 2013;
- 50 % des foyers branchés à notre réseau de câblodistribution, contre 49 % au 30 juin 2013.

### **Baisse des produits tirés des services de téléphonie par câble**

Les produits tirés des services de téléphonie ont reculé de 3 % au cours du trimestre considéré et de 2 % pour le premier semestre comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette diminution fait état de l'incidence nette des éléments suivants :

- augmentation des activités promotionnelles visant les forfaits de produits et de services groupés destinés aux nouveaux abonnés;
- contrebalancée en partie par l'augmentation du nombre d'abonnés aux services de téléphonie conjuguée à l'incidence des modifications tarifaires.

Au cours du trimestre considéré, les abonnés au service de téléphonie étaient 2 % plus nombreux qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et les taux de pénétration de ceux-ci allaient comme suit :

- 56 % de nos abonnés aux services de télévision, comparativement à 52 % en 2013;
- 29 % des foyers branchés à notre réseau de câblodistribution, tout comme à l'exercice précédent.

### **Augmentation des charges opérationnelles**

Les charges opérationnelles ont connu une hausse de 2 % au cours du trimestre considéré et de 3 % pour le premier semestre comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, principalement en raison :

- de la hausse des investissements dans le service à la clientèle et les réseaux;
- des coûts supplémentaires liés à Mountain Cable, acquise en mai 2013;
- partiellement contrebalancés par diverses mesures visant l'efficacité et une hausse de la productivité.

En outre, les résultats de Cable pour le premier semestre de 2013 avaient profité d'un ajustement favorable non récurrent de 8 millions de dollars lié aux licences à payer pour concorder avec la période de facturation du CRTC.

### **Résultat d'exploitation ajusté**

Le résultat d'exploitation ajusté a reculé de 2 % au trimestre considéré et de 3 % pour le premier semestre, comparativement à celui des périodes correspondantes de l'exercice précédent, essentiellement en raison de l'incidence nette de produits tirés des services qui sont demeurés stables et des charges opérationnelles en hausse, comme susmentionné.

## SOLUTIONS D'AFFAIRES

### Résultats financiers

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2014	2013 <sup>1</sup>	Variation en %	2014	2013 <sup>1</sup>	Variation en %
Produits opérationnels						
Activités de prochaine génération	67 \$	52 \$	29	131 \$	96 \$	36
Activités traditionnelles	27	37	(27)	56	77	(27)
Produits tirés des services	94	89	6	187	173	8
Ventes de matériel	1	1	–	2	10	(80)
<b>Produits opérationnels</b>	<b>95</b>	<b>90</b>	<b>6</b>	<b>189</b>	<b>183</b>	<b>3</b>
Charges opérationnelles	(67)	(65)	3	(133)	(135)	(1)
<b>Résultat d'exploitation ajusté</b>	<b>28 \$</b>	<b>25 \$</b>	<b>12</b>	<b>56 \$</b>	<b>48 \$</b>	<b>17</b>
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	29,5 %	27,8 %		29,6 %	26,2 %	
Entrées d'immobilisations corporelles	39 \$	31 \$	26	65 \$	46 \$	41

<sup>1</sup> Les résultats opérationnels de Blackiron comprennent les résultats de Solutions d'Affaires depuis la date d'acquisition du 17 avril 2013. Les résultats opérationnels comparatifs de Solutions d'Affaires pour l'exercice 2013 ne tiennent pas compte des résultats de Pivot Data Centres puisque cette société a été acquise le 1<sup>er</sup> octobre 2013.

Le secteur Solutions d'Affaires continue de mettre surtout l'accent sur les services IP de prochaine génération et vise à offrir davantage de services à marge supérieure à partir des réseaux possédés ou proches pour accroître, au moyen des installations de réseau existantes, sa prestation de services aux moyennes et grandes entreprises, aux entités du secteur public et aux marchés des fournisseurs de services de télécommunications de gros. Solutions d'Affaires se concentre également à l'heure actuelle sur la cooccupation, l'hébergement, l'infonuagique et les services de reprise après sinistre pour centres de données. Au cours du deuxième trimestre, les services de prochaine génération représentaient 71 % du total des produits tirés des services. Les produits tirés des services traditionnels hors réseau à marge inférieure incluent habituellement des services de transmission de la voix locaux et interurbains et les services traditionnels de transmission des données qui utilisent souvent des installations louées d'autres fournisseurs de services plutôt que détenues.

#### Augmentation des produits opérationnels

Les produits tirés des services ont augmenté de 6 % et de 8 % respectivement au cours du trimestre considéré et du premier semestre par rapport à ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent :

- croissance attribuable aux acquisitions de Blackiron et de Pivot Data Centres en 2013;
- poursuite de la mise en œuvre de notre plan visant à accroître les produits tirés des services IP de prochaine génération à marge supérieure à partir des réseaux possédés;
- facteurs partiellement contrebalancés par la poursuite du déclin des services traditionnels hors réseau de transmission de la voix et des données, une tendance qui devrait se poursuivre alors que nous concentrons nos activités sur les occasions que présentent les réseaux possédés et que les clients se tournent vers des services IP évolués et efficaces.

Compte non tenu des acquisitions de centres de données, les produits tirés des services pour le trimestre considéré auraient reculé de 8 % et les produits tirés des services de prochaine génération pour le trimestre considéré auraient augmenté de 8% par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les ventes de matériel sont demeurées inchangées au cours du trimestre considéré par rapport à celles du deuxième trimestre de 2013 et ont reculé depuis le début de l'exercice, étant donné que le premier trimestre de 2013 comprenait une vente de matériel non récurrente.

**Hausse des charges opérationnelles au cours du trimestre considéré**

Les charges opérationnelles ont connu une hausse de 3 % pour le trimestre considéré par rapport à celles de la période correspondante de 2013, rendant compte de l'incidence nette des éléments suivants :

- la hausse des coûts liés aux services de prochaine génération et sur réseaux possédés en raison des volumes plus élevés;
- la hausse des charges découlant de nos acquisitions de centres de données;
- partiellement contrebalancées par la baisse des coûts liés aux services traditionnels attribuable au recul prévu des volumes et du nombre de clients ainsi qu'à des mesures continues mises en place pour améliorer les coûts et la productivité;

Les charges opérationnelles ont reculé de 1 % pour le premier semestre, car la période correspondante comprenait des coûts associés à une vente de matériel non récurrente.

**Hausse du résultat d'exploitation ajusté**

Le résultat d'exploitation ajusté a connu une hausse de 12 % au cours du trimestre considéré et de 17 % au premier semestre par rapport à celui des périodes correspondantes de l'exercice précédent, rendant compte de l'incidence nette de l'apport des nouveaux centres de données, de la croissance soutenue des services de prochaine génération et sur réseaux possédés à marge plus élevée, ainsi que des gains d'efficience et de productivité.

## MEDIA

### Résultats financiers

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2014	2013 <sup>1</sup>	Variation en %	2014	2013 <sup>1</sup>	Variation en %
<b>Produits opérationnels</b>	<b>475 \$</b>	<b>470 \$</b>	<b>1</b>	<b>842 \$</b>	<b>811 \$</b>	<b>4</b>
Charges opérationnelles	(421)	(406)	4	(812)	(754)	8
<b>Résultat d'exploitation ajusté</b>	<b>54 \$</b>	<b>64 \$</b>	<b>(16)</b>	<b>30 \$</b>	<b>57 \$</b>	<b>(47)</b>
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	11,4 %	13,6 %		3,6 %	7,0 %	
Entrées d'immobilisations corporelles	29 \$	16 \$	81	43 \$	27 \$	59

<sup>1</sup> Les résultats opérationnels de Sportsnet 360 (auparavant theScore) sont compris dans les résultats opérationnels de Media, theScore ayant été acquise le 30 avril 2013.

#### Augmentation des produits opérationnels

Les produits opérationnels ont augmenté de 1 % au cours du trimestre considéré et de 4 % pour le premier semestre par rapport à ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent, rendant compte de l'incidence nette des éléments suivants :

- hausse des produits tirés des abonnements générés par les propriétés de Sportsnet;
- hausse des produits liés aux Blue Jays de Toronto;
- hausse des ventes de Radio, The Shopping Channel et Next Issue Canada;
- partiellement contrebalancées par la baisse des produits tirés de la publicité présentée à la télévision et par l'incidence de la présentation de 25 matchs de la LNH de moins en 2014 en raison de la saison de hockey comprimée l'année précédente.

#### Augmentation des charges opérationnelles

Les charges opérationnelles se sont accrues de 4 % au cours du trimestre considéré et de 8 % pour le premier semestre par rapport à celles des périodes correspondantes de l'exercice précédent, rendant compte de l'incidence nette des investissements effectués à l'égard des éléments suivants :

- hausses salariales des joueurs des Blue Jays de Toronto;
- coûts de programmation en hausse en raison des augmentations des tarifs figurant aux contrats et de notre investissement visant à obtenir du contenu exclusif de grande qualité, contrebalancés par des économies découlant du nombre réduit de matchs de la LNH diffusés en 2014;
- coûts des marchandises plus élevés pour The Shopping Channel découlant de la hausse des ventes;
- coûts liés à la croissance de Next Issue Canada, lancé à la fin de l'exercice 2013;
- mise en œuvre du contrat de licence avec la LNH, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2014.

#### Baisse du résultat d'exploitation ajusté

Le résultat d'exploitation ajusté a baissé pour le trimestre considéré et pour le premier semestre par rapport à celui des périodes correspondantes de l'exercice précédent, principalement en raison des variations susmentionnées des produits et des charges.



## ENTRÉES D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2014	2013	Variation en %	2014	2013	Variation en %
Entrées d'immobilisations corporelles						
Sans-fil	254 \$	191 \$	33	435 \$	430 \$	1
Cable	239	267	(10)	490	448	9
Solutions d'Affaires	39	31	26	65	46	41
Media	29	16	81	43	27	59
Siège social	15	20	(25)	31	38	(18)
<b>Total des entrées d'immobilisations corporelles</b>	<b>576 \$</b>	<b>525 \$</b>	<b>10</b>	<b>1 064 \$</b>	<b>989 \$</b>	<b>8</b>
Prédominance du capital <sup>1</sup>	17,9 %	16,3 %		17,1 %	15,9 %	

<sup>1</sup> La prédominance du capital est un indicateur clé de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

Le total des dépenses d'investissement pour le trimestre considéré et le premier semestre de 2014 est en hausse par rapport à celui des périodes correspondantes de 2013, comme prévu, en raison du plus fort accent placé sur le déploiement de notre capital de manière à mieux répartir les travaux de façon plus gérable sur la durée de l'exercice.

### Sans-fil

Les entrées d'immobilisations de Sans-fil en 2014 rendent compte des investissements liés à la capacité du réseau LTE, de la hausse des activités de construction de sites afin d'améliorer encore davantage la couverture et la qualité du réseau et de la poursuite du déploiement du réseau LTE, qui atteignait environ 77 % de la population du Canada au 30 juin 2014.

### Cable

Les entrées d'immobilisations corporelles de Cable se sont repliées de 10 % au cours du trimestre considéré et ont augmenté de 9 % au cours du premier semestre par rapport à celles des périodes correspondantes de l'exercice précédent, essentiellement en raison du calendrier des activités. Les investissements effectués au cours de l'exercice avaient pour objectif d'améliorer la capacité de nos plateformes Internet et ainsi d'investir dans les diverses composantes réseaux pour améliorer la fiabilité et la qualité d'ensemble du réseau et les frais de développement relatifs aux services IP liés à la vidéo de prochaine génération. Nous avons également investi dans le matériel des abonnés en lien avec la poursuite du déploiement des boîtes numériques TerminalPlus de prochaine génération et avec la conversion aux services numériques des abonnés aux services analogiques.

### Solutions d'Affaires

Les entrées d'immobilisations du secteur Solutions d'Affaires ont connu une hausse au cours du trimestre à l'étude et du premier semestre comparativement à celles des périodes correspondantes de l'exercice précédent en raison du fait que nous avons investi davantage dans l'expansion de nos réseaux spécialisés et du fait de la prise en compte des dépenses d'investissement de Blackiron et de Pivot Data Centres, sociétés dont l'acquisition a eu lieu au cours de l'exercice précédent.

### Media

Les entrées d'immobilisations du secteur Media se sont accrues au trimestre considéré et pour le premier semestre par rapport à celles des périodes correspondantes de l'exercice précédent en raison d'investissements effectués dans notre infrastructure de TI, ainsi que dans nos installations de diffusion, dont une tranche est liée à la mise en œuvre des installations et des capacités liées au contrat de licence conclu avec la LNH.

## Analyse du bénéfice net consolidé

La présente rubrique traite des éléments permettant le rapprochement du résultat d'exploitation ajusté et du bénéfice net consolidé.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2014	2013	Variation en %	2014	2013	Variation en %
<b>Résultat d'exploitation ajusté<sup>1</sup></b>	<b>1 313 \$</b>	<b>1 306 \$</b>	<b>1</b>	<b>2 474 \$</b>	<b>2 485 \$</b>	<b>–</b>
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	(11)	(1)	n.s.	(16)	(59)	(73)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	(30)	(14)	114	(39)	(23)	70
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(532)	(463)	15	(1 051)	(913)	15
Charges financières	(188)	(185)	2	(413)	(366)	13
Autres produits (charges)	(9)	60	(115)	1	70	(99)
Charge d'impôt sur le résultat	(138)	(171)	(19)	(244)	(309)	(21)
<b>Bénéfice net</b>	<b>405 \$</b>	<b>532 \$</b>	<b>(24)</b>	<b>712 \$</b>	<b>885 \$</b>	<b>(20)</b>

<sup>1</sup> Le résultat d'exploitation ajusté est une mesure non conforme aux PCGR et ne doit pas être considéré comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Cette mesure n'est pas définie en vertu des IFRS et n'a pas de signification normalisée et, par conséquent, sa fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

### Charge de rémunération fondée sur des actions

Notre charge nette au titre de la rémunération fondée sur des actions (y compris les droits à l'appréciation d'actions) liée aux options sur actions, aux unités d'actions de négociation restreinte et aux unités d'actions différées dépend généralement de ce qui suit :

- l'acquisition des droits aux options sur actions et aux unités d'actions;
- la fluctuation du cours des actions de catégorie B de RCI;
- contrebalancées par l'incidence de certains instruments dérivés qui atténuent une partie du risque d'appréciation des prix à l'égard de notre programme de rémunération fondée sur des actions lancé en mars 2013. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet des dérivés liés aux capitaux propres.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2014	2013	2014	2013
Incidence de l'acquisition des droits	13 \$	11 \$	23 \$	21 \$
Incidence des variations du cours	(17)	(69)	(33)	(12)
Dérivés liés aux capitaux propres, déduction faite des intérêts reçus	15	59	26	50
<b>Total de la charge au titre de la rémunération fondée sur des actions</b>	<b>11 \$</b>	<b>1 \$</b>	<b>16 \$</b>	<b>59 \$</b>

La charge de rémunération fondée sur des actions moindre pour le premier semestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent était imputable à une augmentation du cours des actions ordinaires de catégorie B de RCI au début de l'exercice précédent, qui n'avait pas été compensée étant donné que les dérivés liés aux capitaux propres connexes n'étaient pas encore en place aux mois de janvier et de février 2013.

En avril 2014, nous avons prorogé le terme des dérivés liés aux capitaux propres qui couvriront en partie notre charge de rémunération fondée sur des actions pour une année supplémentaire pour en porter l'échéance au mois d'avril 2015, toutes les autres modalités demeurant essentiellement inchangées.

### Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges

Les frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges du trimestre considéré et pour le premier semestre rendent principalement compte des coûts de réorganisation liés aux premières étapes de la mise en œuvre du plan Rogers 3.0 dont il a été question au préalable.

## Hausse des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2014	2013	Variation en %	2014	2013	Variation en %
Amortissement des immobilisations corporelles	491 \$	426 \$	15	968 \$	844 \$	15
Amortissement des immobilisations incorporelles	41	37	11	83	69	20
<b>Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, montant total</b>	<b>532 \$</b>	<b>463 \$</b>	<b>15</b>	<b>1 051 \$</b>	<b>913 \$</b>	<b>15</b>

La dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles s'est accrue au cours du trimestre considéré et du premier semestre par rapport à celle des périodes correspondantes de l'exercice précédent principalement en raison :

- du récent investissement important dans le matériel des abonnés et du déploiement de celui-ci, dans le secteur Cable, principalement constitué de terminaux de télévision numérique TerminalPlus de prochaine génération, lesquels sont désormais amortis sur une durée de trois ans;
- du calendrier de préparation de certains projets liés aux réseaux et aux systèmes, y compris le lancement du réseau LTE dans plusieurs municipalités;
- de l'entrée de nouvelles immobilisations corporelles et de nouvelles immobilisations incorporelles résultant des récentes acquisitions dans les secteurs Cable, Solutions d'Affaires et Media.

## Augmentation des charges financières

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2014	2013	Variation en %	2014	2013	Variation en %
Intérêts sur la dette à long terme	197 \$	185 \$	6	385 \$	363 \$	6
Intérêts sur les passifs au titre des retraites	1	4	(75)	3	8	(63)
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	—	—	—	29	—	n.s.
Perte (profit) de change	(4)	4	n.s.	2	19	(89)
Variation de la juste valeur des instruments dérivés	(1)	(7)	(86)	(1)	(19)	(95)
Intérêts inscrits à l'actif	(7)	(6)	17	(13)	(12)	8
Autres	2	5	(60)	8	7	14
<b>Total des charges financières</b>	<b>188 \$</b>	<b>185 \$</b>	<b>2</b>	<b>413 \$</b>	<b>366 \$</b>	<b>13</b>

Les intérêts sur la dette à long terme au cours du trimestre considéré et du premier semestre étaient plus élevés que pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent, rendant compte de l'incidence nette d'une augmentation de l'encours de la dette compensée en partie par une baisse du taux d'intérêt moyen pondéré sur l'encours de la dette. Au 30 juin 2014, le coût moyen pondéré du financement incluant les emprunts à court terme se chiffrait à 5,20 % (5,54 % au 31 décembre 2013 et 5,64 % au 30 juin 2013) et le terme moyen pondéré à l'échéance était de 11,4 années (10,3 années au 31 décembre 2013 et 9,6 années au 30 juin 2013).

Au cours du premier trimestre de l'exercice considéré, nous avons remboursé ou racheté nos billets de premier rang à 6,375 % de 750 millions de dollars américains (834 millions de dollars canadiens) et nos billets de premier rang à 5,50 % de 350 millions de dollars américains (387 millions de dollars canadiens). Parallèlement au remboursement ou au rachat de cette dette, une perte de 29 millions de dollars relative à certains dérivés liés à la dette ayant été résiliés, qui avait été différée dans la réserve de couverture jusqu'à échéance des billets, a été comptabilisée dans le bénéfice net pour le semestre clos le 30 juin 2014. Cette perte a trait à des transactions effectuées en 2008 et en 2013 dans le cadre desquelles les cours de change sur les dérivés liés à la dette ont été mis à jour selon les cours alors en vigueur.

Les pertes de change enregistrées en 2013 découlaient essentiellement de la réévaluation des billets de premier rang de 350 millions de dollars américains échéant en 2038 pour lesquels les dérivés liés à la dette n'ont pas été désignés comme des couvertures à des fins comptables avant le 6 mars 2013. Cette perte de change est contrebalancée en grande partie par la variation correspondante de la juste valeur des dérivés liés à la dette connexes de 19 millions de dollars pour l'exercice précédent. À l'exercice 2014, la totalité de notre dette libellée en dollars américains était couverte à des fins comptables.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières » pour en savoir davantage sur notre dette et sur les intérêts connexes.

### Autres produits (charges)

Les autres produits (charges) comprennent les produits et les charges liés à certains placements et entreprises. Les autres produits de 60 millions de dollars et de 70 millions de dollars pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2013, respectivement, avaient principalement trait à un profit de 47 millions de dollars réalisé sur la vente de notre placement dans TVtropolis.

### Charge d'impôt sur le résultat et impôt sur le résultat en trésorerie payé

(en millions de dollars, sauf le taux d'impôt)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2014	2013	2014	2013
Taux d'impôt prévu par la loi	26,5 %	26,5 %	26,5 %	26,5 %
Bénéfice avant impôt sur le résultat	543 \$	703 \$	956 \$	1 194 \$
Charge d'impôt sur le résultat calculée	144	186	253	316
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions non imposable	(3)	(13)	(6)	(1)
Autres éléments	(3)	(2)	(3)	(6)
<b>Charge d'impôt sur le résultat</b>	<b>138 \$</b>	<b>171 \$</b>	<b>244 \$</b>	<b>309 \$</b>
Taux d'impôt effectif	25,4 %	24,3 %	25,5 %	25,9 %
Impôt sur le résultat en trésorerie payé	112 \$	97 \$	246 \$	212 \$

Le taux d'impôt effectif de la Société a atteint 25,4 % et 25,5 %, respectivement, pour le trimestre considéré et le premier semestre, contre 24,3 % et 25,9 % pour les périodes correspondantes de 2013. Le taux d'impôt effectif diffère du taux prévu par la loi en raison essentiellement de la charge au titre de la rémunération fondée sur des actions non imposable.

L'impôt sur le résultat en trésorerie payé a augmenté au cours du trimestre considéré et pour le premier semestre comparativement à l'exercice précédent en raison du calendrier des versements.

En 2011, les changements législatifs ont éliminé le report du revenu des sociétés de personnes, accélérant le paiement d'environ 700 millions de dollars au titre de l'impôt différé sur une période de cinq ans débutant à un taux de 15 % en 2012, passant à 20 % de 2013 à 2015 inclusivement puis à 25 % en 2016. Nos paiements d'impôt en trésorerie pour les exercices 2014 à 2016 continueront de comprendre ces montants additionnels. Bien que l'élimination du report du revenu des sociétés de personnes ait une incidence sur le calendrier des paiements d'impôt en trésorerie, elle n'a pas de conséquences sur notre charge d'impôt sur le résultat à des fins comptables. Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « À propos des énoncés prospectifs ».

### Bénéfice net

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2014	2013	Variation en %	2014	2013	Variation en %
<b>Bénéfice net</b>	<b>405 \$</b>	<b>532 \$</b>	<b>(24)</b>	<b>712 \$</b>	<b>885 \$</b>	<b>(20)</b>
Bénéfice de base par action	0,79 \$	1,03 \$	(23)	1,38 \$	1,72 \$	(20)
Bénéfice dilué par action	0,76 \$	0,93 \$	(18)	1,33 \$	1,69 \$	(21)

## Résultat net ajusté

Le tableau suivant démontre comment nous calculons le résultat net ajusté à partir du résultat d'exploitation ajusté.

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2014	2013	Variation en %	2014	2013	Variation en %
Résultat d'exploitation ajusté <sup>1</sup>	1 313 \$	1 306 \$	1	2 474 \$	2 485 \$	–
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(532)	(463)	15	(1 051)	(913)	15
Charges financières <sup>2</sup>	(188)	(185)	2	(384)	(366)	5
Autres produits (charges) <sup>3</sup>	(9)	13	n.s.	1	23	(96)
Charge d'impôt sur le résultat <sup>4</sup>	(152)	(174)	(13)	(268)	(318)	(16)
<b>Résultat net ajusté<sup>1</sup></b>	<b>432 \$</b>	<b>497 \$</b>	<b>(13)</b>	<b>772 \$</b>	<b>911 \$</b>	<b>(15)</b>
Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté <sup>1</sup>	0,84 \$	0,97 \$	(13)	1,50 \$	1,77 \$	(15)
Résultat par action dilué ajusté <sup>1</sup>	0,84 \$	0,96 \$	(13)	1,49 \$	1,76 \$	(15)

<sup>1</sup> Le résultat d'exploitation ajusté, le résultat net ajusté et le résultat par action de base ajusté et dilué ajusté sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

<sup>2</sup> Les charges financières ne tiennent pas compte de la perte de 29 millions de dollars liée au remboursement de la dette à long terme pour le semestre clos le 30 juin 2014.

<sup>3</sup> Les autres produits ne tiennent pas compte du profit sur la vente du placement de 47 millions de dollars dans TVtropolis pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2013.

<sup>4</sup> La charge d'impôt sur le résultat ne tient pas compte d'un recouvrement de 14 millions de dollars (recouvrement de 3 millions de dollars en 2013) pour le trimestre clos le 30 juin 2014 ni d'un recouvrement de 24 millions de dollars (recouvrement de 9 millions de dollars en 2013) pour le semestre clos le 30 juin 2014 liés à l'incidence fiscale des éléments ajustés.

Le tableau suivant présente le rapprochement du bénéfice net et du résultat net ajusté.

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2014	2013	Variation en %	2014	2013	Variation en %
Bénéfice net	405 \$	532 \$	(24)	712 \$	885 \$	(20)
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	11	1	n.s.	16	59	(73)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	30	14	114	39	23	70
Profit sur la vente de TVtropolis	–	(47)	n.s.	–	(47)	n.s.
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	–	–	–	29	–	n.s.
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(14)	(11)	27	(24)	(17)	41
Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	–	8	n.s.	–	8	n.s.
<b>Résultat net ajusté<sup>1</sup></b>	<b>432 \$</b>	<b>497 \$</b>	<b>(13)</b>	<b>772 \$</b>	<b>911 \$</b>	<b>(15)</b>

<sup>1</sup> Le résultat net ajusté n'est pas une mesure conforme aux PCGR et ne devrait pas être considéré comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Cette mesure n'est pas définie en vertu des IFRS et n'a pas de signification normalisée et, par conséquent, sa fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de cette mesure et sur la façon dont nous la calculons.

## Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières

### Activités opérationnelles, de financement et d'investissement

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2014	2013	Variation en %	2014	2013	Variation en %
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>						
Bénéfice net de la période	405 \$	532 \$	(24)	712 \$	885 \$	(20)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	532	463	15	1 051	913	15
Charges financières	188	185	2	413	366	13
Charge d'impôt sur le résultat	138	171	(19)	244	309	(21)
Profit sur la vente de TVtropolis	–	(47)	n.s.	–	(47)	n.s.
Autres	58	(11)	n.s.	(12)	56	n.s.
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant les variations des éléments opérationnels hors trésorerie	1 321	1 293	2	2 408	2 482	(3)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	144	(10)	n.s.	(165)	(57)	189
	1 465	1 283	14	2 243	2 425	(8)
Impôt sur le résultat payé	(112)	(97)	15	(246)	(212)	16
Intérêts payés	(151)	(125)	21	(387)	(347)	12
<b>Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles</b>	<b>1 202</b>	<b>1 061</b>	<b>13</b>	<b>1 610</b>	<b>1 866</b>	<b>(14)</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>						
Entrées d'immobilisations corporelles	(576)	(525)	10	(1 064)	(989)	8
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux immobilisations corporelles	(72)	(83)	(13)	(89)	(135)	(34)
Acquisitions et autres initiatives stratégiques	(2 643)	(541)	n.s.	(3 301)	(841)	n.s.
Autres	(3)	(13)	(77)	(13)	8	n.s.
<b>Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement</b>	<b>(3 294)</b>	<b>(1 162)</b>	<b>183</b>	<b>(4 467)</b>	<b>(1 957)</b>	<b>128</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>						
Émission de titres d'emprunt à long terme, déduction faite des coûts de transaction	497	–	n.s.	2 555	1 030	148
Remboursements sur la dette à long terme et règlement net des dérivés à la résiliation	(500)	(462)	8	(1 689)	(477)	n/m
Produit tiré des emprunts à court terme	158	250	(37)	158	650	(76)
Dividendes payés	(235)	(246)	(4)	(459)	(450)	2
<b>Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités de financement</b>	<b>(80)</b>	<b>(458)</b>	<b>(83)</b>	<b>565</b>	<b>753</b>	<b>(25)</b>
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(2 172) \$</b>	<b>(559) \$</b>	<b>n.s.</b>	<b>(2 292) \$</b>	<b>662 \$</b>	<b>n.s.</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	9 \$	875 \$	n.s.	9 \$	875 \$	n.s.

### Activités opérationnelles

Les entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles ont reculé de 13 % au cours du trimestre considéré et de 14 % pour le premier semestre, par rapport à celles des périodes correspondantes de l'exercice précédent. La variation pour le trimestre considéré fait état de l'incidence nette des éléments suivants :

- une hausse de 2 % des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant les variations des éléments opérationnels hors trésorerie;
- le financement net tiré des éléments hors trésorerie du fonds de roulement; contrebalancés par;
- l'accroissement des paiements d'impôt en trésorerie en raison du calendrier;
- la hausse des paiements d'intérêts sur la dette à long terme en raison de la variation de l'encours de la dette et du moment où les intérêts connexes sont exigibles.

Les entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles depuis le début de l'exercice ont également subi l'incidence défavorable de l'accélération du paiement d'environ 80 millions de dollars de cotisations aux régimes de retraite au premier trimestre de 2014 et de la hausse du montant net investi dans le fonds de roulement imputable à la baisse des crédettes également au premier trimestre de 2014.

## **Activités d'investissement**

### *Immobilisations corporelles*

Les entrées d'immobilisations corporelles se sont chiffrées à 576 millions de dollars pour le trimestre considéré, et à 1 064 millions de dollars pour le premier semestre avant la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement plus élevée que celle des périodes correspondantes de 2013. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Entrées d'immobilisations corporelles ».

### *Acquisitions et initiatives stratégiques*

Nous avons versé le dernier paiement de 2,6 milliards de dollars au cours du trimestre considéré relativement à l'acquisition de licences d'utilisation du spectre de 700 MHz pour un prix d'achat total de 3,3 milliards de dollars au premier semestre. En 2013, les dépenses avaient trait à nos opérations stratégiques avec Shaw, Blackiron et Sportsnet 360.

## **Activités de financement**

### *Facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit*

Au mois d'avril 2014, nous avons emprunté un montant de 500 millions de dollars sur notre facilité de crédit bancaire pour financer en partie notre acquisition du spectre de 700 MHz, lequel a par la suite été remboursé au cours du trimestre. Avec prise d'effet le 16 avril 2014, nous avons accru le montant disponible aux termes de notre facilité de crédit bancaire, le portant de 2,0 milliards de dollars à 2,5 milliards de dollars et avons reporté la date d'échéance de la facilité au mois de juillet 2019. Également en avril 2014, nous avons procédé au rappel et à l'annulation d'un montant d'environ 0,4 milliard de dollars de lettres de crédit consenties relativement aux enchères du spectre ayant récemment pris fin et la facilité de lettres de crédit connexe a été annulée de manière permanente.

Au 30 juin 2014, nous avons un total de 2,6 milliards de dollars en facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit. Chacune des facilités a pour unique garantie le cautionnement de Rogers Communications Partnership et a égalité de rang avec l'ensemble des billets de premier rang et débentures de la Société. Au 30 juin 2014, nous avons prélevé aux termes de ces facilités un montant d'environ 0,1 milliard de dollars principalement lié aux lettres de crédit.

### *Programme de titrisation des débiteurs*

Au cours du trimestre considéré, nous avons obtenu un financement additionnel de 196 millions de dollars et avons remboursé un montant de 38 millions de dollars prélevé en vertu de notre programme de titrisation des débiteurs. Au 30 juin 2014, nous avons prélevé un total de 808 millions de dollars de financement en vertu du programme aux termes duquel un montant maximal de 900 millions de dollars nous a été consenti. Nous continuons de gérer les débiteurs que nous vendons et nous en conservons presque tous les risques et avantages, et, par conséquent, ces débiteurs demeurent comptabilisés dans notre état de la situation financière et le financement obtenu est comptabilisé à titre d'emprunt à court terme dans notre état de la situation financière.

### *Émissions de billets de premier rang*

Le 10 mars 2014, nous avons émis un montant de 1,25 milliard de dollars et un montant de 750 millions de dollars américains (816 millions de dollars) de billets de premier rang pour un produit net total d'environ 2,1 milliards de dollars, déduction faite de l'escompte d'émission initial, de la rémunération des placeurs pour compte et d'autres frais connexes. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet des opérations de couverture connexes. Les billets émis étaient les suivants :

- des billets de premier rang à taux variable d'un montant de 250 millions de dollars échéant en 2017;
- des billets de premier rang à 2,8 % d'un montant de 400 millions de dollars échéant en 2019;
- des billets de premier rang à 4,0 % d'un montant de 600 millions de dollars échéant en 2024;
- des billets de premier rang à 5,0 % d'un montant de 750 millions de dollars américains échéant en 2044

Le 7 mars 2013, nous avons émis un montant de 1 milliard de dollars américains de billets de premier rang pour un produit net total d'environ 985 millions de dollars américains (1 015 millions de dollars canadiens). Les billets émis étaient les suivants :

- des billets de premier rang à 3,0 % d'un montant de 500 millions de dollars américains échéant en 2023;
- des billets de premier rang à 4,5 % d'un montant de 500 millions de dollars américains échéant en 2043.

Les billets émis sont tous émis et garantis par RCP et ont égalité de rang avec l'ensemble des autres billets de premier rang non garantis, des débentures et des facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit de la Société.

### *Remboursements et rachats des billets de premier rang et règlement des dérivés connexes*

Au cours du premier trimestre de 2014, nous avons remboursé ou racheté la totalité des billets de premier rang à 6,375 % d'un montant de 750 millions de dollars américains échéant en 2014 et des billets de premier rang à 5,50 % d'un montant de 350 millions de dollars américains échéant en 2014 et avons résilié un montant de 1,1 milliard de dollars américains de dérivés liés à la dette connexes à l'échéance.

Au cours du deuxième trimestre de 2013, nous avons remboursé ou racheté la totalité des billets de premier rang à 6,25 % d'un montant de 350 millions de dollars américains échéant en juin 2013 et avons résilié les dérivés liés à la dette connexes d'un montant de 350 millions de dollars à l'échéance.

#### Dividendes

En février 2014, le conseil d'administration a approuvé une augmentation du dividende pour le porter à un dividende annualisé de 1,83 \$ par action de catégorie A avec droit de vote et action de catégorie B sans droit de vote. Le dividende sera payé sous forme de versements trimestriels de 0,4575 \$ par action. En février 2013, le conseil d'administration avait augmenté le dividende annualisé, qui était passé de 1,58 \$ à 1,74 \$ par action de catégorie A avec droit de vote et action de catégorie B sans droit de vote.

Le tableau ci-après présente les dates de déclaration et de versement des dividendes pour nos deux catégories d'actions :

Date de déclaration	Date de clôture des registres	Date de versement	Dividende par action	Dividendes payés (en millions)
14 février 2013	15 mars 2013	2 avril 2013	0,435 \$	224 \$
23 avril 2013	14 juin 2013	3 juillet 2013	0,435 \$	224 \$
15 août 2013	13 septembre 2013	2 octobre 2013	0,435 \$	224 \$
23 octobre 2013	13 décembre 2013	2 janvier 2014	0,435 \$	224 \$
12 février 2014	14 mars 2014	4 avril 2014	0,4575 \$	235 \$
22 avril 2014	13 juin 2014	2 juillet 2014	0,4575 \$	235 \$

#### Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

En février 2014, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités de nos actions de catégorie B sans droit de vote pour une autre période de un an. Ce renouvellement nous confère le droit de racheter des actions de catégorie B sans droit de vote pour un prix total maximal de 500 millions de dollars, ou un nombre maximal de 35 780 234 actions de catégorie B sans droit de vote de RCI, selon le moins élevé de ces nombres, à la TSX, à la NYSE ou à un autre système de négociation entre le 25 février 2014 et le 24 février 2015. Le nombre réel d'actions de catégorie B sans droit de vote que nous rachèterons aux termes de l'offre publique, le cas échéant, ainsi que le moment de ces rachats dépendra de notre évaluation de la conjoncture du marché, du cours des actions, de notre situation de trésorerie, des utilisations autres de la trésorerie et d'autres facteurs.

Nous n'avons pas racheté d'actions aux fins d'annulation au cours des premier et deuxième trimestres de 2014. Au cours du deuxième trimestre de 2013, 546 674 actions de catégorie B sans droit de vote avaient été rachetées par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre publique de rachat pour un prix de rachat de 22 millions de dollars.

#### Flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2014	2013	Variation en %	2014	2013	Variation en %
Résultat d'exploitation ajusté	1 313 \$	1 306 \$	1	2 474 \$	2 485 \$	–
Dépenses d'investissement	(576)	(525)	10	(1 064)	(989)	8
Intérêts sur la dette à long terme, après inscription à l'actif	(189)	(179)	6	(372)	(351)	6
Impôt sur le résultat en trésorerie	(112)	(97)	15	(246)	(212)	16
<b>Flux de trésorerie disponibles <sup>1</sup></b>	<b>436 \$</b>	<b>505 \$</b>	<b>(14)</b>	<b>792 \$</b>	<b>933 \$</b>	<b>(15)</b>

<sup>1</sup> Le résultat d'exploitation ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.



Les flux de trésorerie disponibles ont reculé de 14 % pour le trimestre considéré et de 15 % pour le premier semestre comparativement à ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent, en raison des augmentations au titre des dépenses d'investissement, des intérêts sur la dette à long terme (déduction faite de l'inscription à l'actif) et de l'impôt sur le résultat en trésorerie.

## Situation financière

Au 30 juin 2014, nous disposions de liquidités disponibles d'environ 2,6 milliards de dollars (3,1 milliards de dollars au 30 juin 2013), lesquelles comprenaient :

- un montant de 2,5 milliards de dollars disponible aux termes de notre facilité de crédit bancaire;
- un montant de 0,1 milliard de dollars de financement disponible en vertu de notre programme de titrisation des débiteurs de 0,9 milliard de dollars.

En plus des sources de liquidités disponibles susmentionnées, nous détenions au 30 juin 2014 960 millions de dollars de titres négociables de sociétés cotées en bourse.

Au 30 juin 2014, le taux d'intérêt moyen pondéré a reculé pour se situer à 5,20 % (5,54 % au 31 décembre 2013 et 5,64 % au 30 juin 2013) et notre terme moyen pondéré à l'échéance s'est accru pour atteindre 11,4 années (10,3 années au 31 décembre 2013 et 9,6 années au 30 juin 2013). Cette réduction persistante de notre taux d'intérêt moyen pondéré et cette augmentation du terme moyen pondéré à l'échéance rendent compte de l'incidence combinée des éléments suivants :

- l'établissement et l'utilisation de notre programme de titrisation;
- la prorogation et l'utilisation de la facilité de crédit bancaire;
- les émissions, aux termes d'offres publiques, de titres d'emprunt en mars et en octobre 2013 et en mars 2014 à des taux d'intérêt historiquement bas pour Rogers et avec des échéances à long terme allant jusqu'à 30 ans;
- les remboursements et rachats prévus d'une dette relativement plus coûteuse en juin 2013 et en mars 2014.

Au 30 juin 2014, les notations de crédit attribuées aux billets de premier rang et aux débetures de RCI en circulation étaient demeurées stables par rapport au trimestre précédent et allaient comme suit :

- Moody's Rating Services : Baa1 avec perspective stable (établie en février 2014);
- Standard and Poor's Rating Services : BBB+ avec perspective stable (établie en février 2014);
- Fitch Ratings : BBB+ avec perspective défavorable (établie en février 2014 avec une perspective passée de stable à défavorable).

## Gestion des risques financiers

### Dérivés liés à la dette

Nous avons recours à des swaps de devises pour couvrir le risque de change lié aux obligations au titre du principal et des intérêts de notre dette à long terme libellée en dollars américains (les « dérivés liés à la dette »).

*Dérivés liés à la dette émis afin de couvrir les nouveaux billets de premier rang au cours du semestre clos le 30 juin 2014*

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)		\$ US		Incidence de la couverture	
Entrée en vigueur	Montant du principal/notionnel en dollars américains	Date d'échéance	Taux nominal	Taux d'intérêt fixe couvert en dollars canadiens <sup>1</sup>	Équivalent en dollars canadiens
10 mars 2014	750 \$ US	2044	5,00 %	4,99 %	832 \$

<sup>1</sup> Conversion d'un taux nominal fixe libellé en dollars américains en un taux moyen pondéré fixe libellé en dollars canadiens.

Au 30 juin 2014, nous avons un montant de 6,0 milliards de dollars américains de billets de premier rang et de débetures libellés en dollars américains, lesquels avaient tous été couverts au moyen de dérivés liés à la dette.

*Dérivés liés à la dette échus au cours du semestre clos le 30 juin 2014*

(en millions de dollars)		Règlement net en trésorerie (produit)	
Date d'échéance	Montant notionnel		
1 <sup>er</sup> mars 2014	750 \$ US		(61) \$
15 mars 2014	350 \$ US		26 \$

### Dérivés liés aux dépenses

Nous avons recours aux contrats de change à terme (les « dérivés liés aux dépenses ») pour couvrir le risque de change lié à certaines dépenses en dollars américains prévues.

*Dérivés liés aux dépenses conclus au cours du semestre clos le 30 juin 2014*

(en millions de dollars)				Équivalent
Date de transaction	Dates d'échéance	Montant notionnel	Taux de change	en dollars canadiens à taux fixe
Février 2014	de janvier 2015 à avril 2015	200 \$ US	1,11 \$	222 \$
Mai 2014	de mai 2015 à décembre 2015	232 \$ US	1,10 \$	254 \$
Juin 2014	de janvier 2015 à décembre 2015	288 \$ US	1,09 \$	314 \$
		720 \$ US	1,10 \$	790 \$

Au 30 juin 2014, nous avons des dérivés liés aux dépenses en cours d'un montant de 1 170 millions de dollars américains venant à échéance dans la période allant de juillet 2014 à décembre 2015, au cours moyen de 1,07 \$ pour 1 \$ US, et dont la totalité a été désignée comme des couvertures à des fins comptables.

Nous avons réglé des dérivés liés aux dépenses d'un montant de 225 millions de dollars américains pour un montant de 229 millions de dollars canadiens et d'un montant de 450 millions de dollars américains pour un montant de 458 millions de dollars canadiens pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2014, respectivement, à un taux moyen de 1,02\$ pour 1 \$ US.

### Dérivés liés aux capitaux propres

Nous avons recours aux dérivés liés à la rémunération fondée sur des actions (les « dérivés liés aux capitaux propres ») pour couvrir le risque d'appréciation des cours des actions de catégorie B de RCI attribuées dans le cadre de nos programmes de rémunération fondée sur des actions.

Au 30 juin 2014, nous avons conclu des dérivés liés aux capitaux propres à l'égard de 5,7 millions d'actions de catégorie B de RCI assorties d'un cours moyen pondéré de 50,37 \$. Ces dérivés n'ont pas été désignés comme des couvertures à des fins comptables et, par conséquent, nous comptabilisons toute variation de leur juste valeur en tant que charge au titre de la rémunération fondée sur des actions et cela contrebalance en partie l'incidence des fluctuations du cours des actions de catégorie B de RCI comprises dans la valeur accumulée du passif au titre de la rémunération fondée sur des actions lié aux programmes de rémunération fondée sur des actions. En avril 2014, nous avons signé des accords de prorogation pour chacun de nos contrats de dérivés liés aux capitaux propres selon des modalités essentiellement identiques avec des dates d'échéance révisées et maintenant fixées en avril 2015 (auparavant en avril 2014).

### Évaluation des dérivés à la valeur de marché

Nous comptabilisons nos dérivés selon leur évaluation à la valeur de marché estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit et calculée conformément aux IFRS.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	30 juin 2014			
	Montant notionnel en dollars américains	Cours de change	Montant notionnel en dollars canadiens	Juste valeur
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	4 475 \$	1,03 \$	4 605 \$	191 \$
En passifs	1 555	1,10	1 708	(81)
Position nette débitrice évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette	6 030	1,05	6 313	110
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures				
En passifs				(43)
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	450	1,03	465	16
En passifs	720	1,10	790	(15)
	1 170	1,07	1 255	1
Position nette débitrice évaluée à la valeur de marché				68 \$

## Dette nette ajustée

Nous utilisons la dette nette ajustée pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital. La dette nette ajustée comprend la dette à long terme, les actifs ou passifs nets au titre des dérivés liés à la dette, les emprunts à court terme et la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

(en millions de dollars)	30 juin 2014	30 juin 2013
Dette à long terme <sup>1,2</sup>	14 335 \$	11 783 \$
Passifs (actifs) nets au titre des dérivés liés à la dette <sup>2</sup>	(110)	211
Emprunts à court terme	808	650
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(9)	(875)
<b>Dette nette ajustée<sup>3</sup></b>	<b>15 024 \$</b>	<b>11 769 \$</b>

<sup>1</sup> Compte non tenu de toute réduction de la juste valeur découlant de la méthode de l'acquisition, des coûts de transaction différés et des escomptes.

<sup>2</sup> Tient compte de la partie courante et de la partie non courante.

<sup>3</sup> La dette nette ajustée n'est pas une mesure conforme aux PCGR. Cette mesure n'est pas définie en vertu des IFRS et n'a pas de signification normalisée et, par conséquent, sa fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de cette mesure et sur la façon dont nous la calculons.

En plus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au 30 juin 2014 présentés au préalable, nous détenons des titres négociables de sociétés cotées en bourse d'une valeur de 960 millions de dollars au 30 juin 2014.

## Actions ordinaires en circulation

	30 juin 2014	30 juin 2013
<b>Actions ordinaires<sup>1</sup></b>		
De catégorie A avec droit de vote	112 462 000	112 462 014
De catégorie B sans droit de vote	402 281 178	402 287 022
Total des actions ordinaires	514 743 178	514 749 036
<b>Options d'achat d'actions de catégorie B sans droit de vote</b>		
Options en circulation	6 122 759	7 095 903
Options en circulation exerçables	3 667 759	4 668 375

<sup>1</sup> Les porteurs de nos actions de catégorie B sans droit de vote ont le droit d'être convoqués à toute assemblée des actionnaires et d'y assister; toutefois, sauf dans la mesure prévue par la législation ou les règlements de marchés boursiers, ils n'ont pas de droit de vote lors d'une telle assemblée. Si une offre est déposée en vue d'acheter les actions de catégorie A avec droit de vote en circulation, aucune exigence en vertu de la législation applicable ou de nos actes constitutifs ne stipule qu'une offre doit être faite à l'égard des actions de catégorie B sans droit de vote en circulation et il n'y a aucune clause de protection à l'intention des actionnaires aux termes de nos actes constitutifs. Si une offre est déposée en vue d'acheter des actions des deux catégories d'actions, les modalités de l'offre peuvent être différentes pour les actions de catégorie A avec droit de vote et pour celles des actions de catégorie B sans droit de vote.

## Engagements et obligations contractuelles

Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2013 pour obtenir un résumé de nos principales obligations aux termes d'accords contractuels fermes, notamment les engagements de paiements futurs découlant d'emprunts à long terme et de contrats de location simple, lesquels sont également présentés aux notes 18, 20 et 27 afférentes à nos états financiers consolidés audités annuels pour 2013.

Sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion, aucune modification significative n'a été apportée à nos principales obligations contractuelles, telles qu'elles sont présentées dans notre rapport de gestion annuel de 2013, depuis le 31 décembre 2013.

## Évolution de la réglementation

La réglementation d'importance qui influe sur nos activités en date du 12 février 2014 est présentée dans notre rapport de gestion annuel de 2013. Les principales modifications concernant la réglementation survenues depuis la publication dudit rapport de gestion sont présentées ci-dessous.

### **Législation à l'égard des services d'itinérance sans fil de gros au Canada.**

En décembre 2013, le gouvernement fédéral a annoncé qu'il promulguerait une loi limitant les tarifs d'itinérance de gros au Canada aux tarifs que le fournisseur impute lui-même à ses propres clients. Le 28 mars 2014, le gouvernement fédéral a déposé sa législation proposée afin de limiter les tarifs d'itinérance au Canada que les fournisseurs peuvent facturer entre eux. La formule proposée qu'utilisera le gouvernement pour calculer le tarif d'itinérance maximal correspondra aux produits tirés du service divisé par l'utilisation du service au cours de l'exercice précédent. Pour les appels téléphoniques, cela signifie le total des produits des fournisseurs de services titulaires au titre des appels entrants et sortants divisé par le nombre de minutes utilisées à l'exercice précédent. Pour les données, il s'agit des produits divisés par le nombre de mégaoctets et pour la messagerie texte, il s'agit des produits divisés par le nombre total de messages texte entrants et sortants au Canada. La législation proposée a été entérinée et a immédiatement pris effet le 19 juin 2014. La législation confère également au CRTC le pouvoir d'établir des tarifs d'itinérance au Canada entre les fournisseurs, et ce, sans égard à la formule. Le CRTC procède à l'examen des tarifs d'itinérance sans fil, lequel comprend notamment des audiences publiques qui se tiendront en septembre 2014.

### **Enchères liées au spectre de 700 MHz**

Les enchères visant les licences d'utilisation commerciale du spectre sans fil de 700 MHz au Canada ont débuté le 14 janvier 2014 et ont pris fin le 13 février 2014. Les résultats ont fait l'objet d'une annonce publique le 19 février 2014. Dix sociétés ont pris part aux enchères et 97 des 98 licences ont été octroyées à huit de ces participants, pour un produit total de 5,27 milliards de dollars. Rogers a fait l'acquisition de 22 licences à l'échelle pancanadienne au coût de 3,3 milliards de dollars. Après avoir payé cette somme au titre des licences et fait l'objet de l'examen requis en matière de propriété et de contrôle par des Canadiens, Rogers a pris possession des licences d'une durée de 20 ans le 3 avril 2014 et a commencé à déployer le spectre au cours du deuxième trimestre.

### **Enchères liées au spectre AWS-3**

Le 7 juillet 2014, Industrie Canada a annoncé que le spectre sans-fil AWS-3 ferait l'objet d'enchères en 2015, et ce, avant les enchères du spectre de 2500 MHz devant commencer le 14 avril 2015. Le spectre AWS-3 est constitué des bandes de 1755-1780 MHz et de 2155-2180 MHz. Une tranche de 30 MHz des 50 MHz des spectres appariés qui seront mis en enchères sera réservée aux « nouveaux venus déjà en activité ». Les fournisseurs de services sans-fil présentant moins de 10 % des parts de marché des services sans-fil à l'échelle nationale et moins de 20 % des parts de marché à l'échelle provinciale ou territoriale pourront prendre part aux enchères portant sur cette portion réservée du spectre dans les zones de service des licences du spectre où elles offrent des services. Une consultation publique sera tenue cet été afin de déterminer si les licences devraient être assorties d'exigences de déploiement de cinq ou dix ans et si un processus d'enchères simplifié et accéléré prenant la forme d'une offre sous pli scellé constituerait la meilleure approche.

### **Loi canadienne anti-pourriel**

La *Loi canadienne anti-pourriel* a été entérinée le 15 décembre 2010 et est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2014, sauf en ce qui concerne les articles de la Loi portant sur l'installation non sollicitée de programmes ou logiciels informatiques, qui entreront en vigueur le 15 janvier 2015. La société est conforme à cette nouvelle loi.

## Mises à jour sur les risques et les incertitudes

Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2013 pour une analyse des principaux risques et incertitudes d'importance susceptibles d'avoir une incidence défavorable significative sur nos activités et nos résultats financiers au 12 février 2014, lesquels doivent être étudiés à la lumière du présent rapport de gestion trimestriel intermédiaire. Les changements importants survenus depuis cette date et susceptibles de contribuer à ces risques et incertitudes sont les suivants :

### Mise à jour sur les règlements de litiges

#### Frais d'accès au système – Saskatchewan

- En 2004, un recours collectif a été intenté contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan. Notre rapport de gestion annuel de l'exercice 2013 présente les divers appels et requêtes présentés par les parties dans le cadre de ce recours. En décembre 2013, les demandeurs ont déposé une demande leur permettant de modifier la demande introductive d'instance pour présenter de nouveau les réclamations faisant l'objet de la poursuite dont la Cour, dans le cadre de sa décision de 2007 portant sur l'autorisation, n'avait pas autorisé la poursuite. En mars 2014, la Cour a rejeté cette demande.

#### Frais d'accès au système – Colombie-Britannique

- En décembre 2011, un recours collectif a été intenté en Colombie-Britannique contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada relativement aux frais d'accès au système facturés par les fournisseurs de services sans fil auprès de certains de leurs clients. Le recours collectif a trait, entre autres, à des allégations de fausses représentations contraires à la *Business Practices and Consumer Protection Act* de la Colombie-Britannique. Les demandeurs exigent notamment des remboursements indéterminés en dommages de droit et la restitution. Une audience portant sur l'autorisation a eu lieu en avril 2014 et en juin 2014, la Cour a rejeté cette demande.

Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de ces éventualités. L'issue de l'ensemble des poursuites et réclamations intentées contre la Société, y compris celle des cas précités, dépend de leur règlement futur, notamment des incertitudes inhérentes aux litiges. À la lumière de l'information dont la Société dispose actuellement, la direction est d'avis qu'il n'est pas probable que le règlement final de ces poursuites et réclamations, prises séparément ou dans leur ensemble, ait une incidence défavorable significative sur la situation financière ou sur les résultats opérationnels consolidés de la Société. Si l'éventualité de notre responsabilité devenait envisageable, nous comptabiliserions une provision dans la période au cours de laquelle le changement d'éventualité surviendrait et une telle provision pourrait être significative en regard de notre situation financière et de nos résultats opérationnels consolidés.

## Estimations et méthodes comptables critiques

Notre rapport de gestion annuel de 2013, y compris nos états financiers consolidés audités annuels de 2013 et les notes y afférentes, présentent une analyse des estimations et méthodes comptables qui sont critiques pour l'appréciation de nos activités commerciales et de nos résultats opérationnels. Depuis le début de l'exercice, aucun changement n'est survenu dans ces méthodes et estimations comptables.

### Nouvelles normes comptables adoptées

Nous avons été tenus d'adopter les modifications aux normes suivantes le 1<sup>er</sup> janvier 2014 ou par la suite. L'adoption de ces normes n'a eu aucune incidence sur nos états financiers consolidés.

- Modifications à l'IAS 32, *Instruments financiers : Présentation*
- Modifications à l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*
- IFRIC 21, *Droits ou taxes*

### Récentes prises de position en comptabilité n'ayant pas encore pris effet

- L'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients* (l'« IFRS 15 ») – en mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15 qui présente un seul modèle de comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients, sauf en ce qui concerne les contrats de location, les instruments financiers et les contrats d'assurance. La norme a pris d'effet pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 et son application est rétroactive.
- L'IFRS 9, *Instruments financiers* (l'« IFRS 9 ») – en février 2014, l'IASB a statué que la date de prise d'effet obligatoire précédente du 1<sup>er</sup> janvier 2015 ne laissait pas suffisamment de temps aux entités pour se préparer à appliquer la nouvelle norme étant donné que le volet sur la dépréciation de l'IFRS 9 n'était pas encore terminé. Ainsi, l'IASB a établi de manière provisoire la nouvelle date d'application au 1<sup>er</sup> janvier 2018, au moment où l'ensemble du projet lié à la norme IFRS 9 sera terminé.
- Modifications à l'IFRS 11, *Partenariats* – en mai 2014, l'IASB a publié une modification à cette norme exigeant l'application des principes de comptabilisation des regroupements d'entreprises aux acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune qui constitue une entreprise.
- Modifications à l'IAS 38, *Immobilisations incorporelles* et à l'IAS 16, *Immobilisations corporelles* – en mai 2014, l'IASB a publié des modifications à ces normes dans le but d'introduire la présomption réfutable selon laquelle l'utilisation de modes d'amortissement fondés sur les produits n'est pas appropriée dans le cas des immobilisations incorporelles. La modification a pris d'effet pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 et l'adoption anticipée est permise.

Nous évaluons à l'heure actuelle l'incidence de ces normes et modifications sur nos états financiers consolidés

Nous n'avons pas encore adopté certaines autres normes, interprétations et modifications comptables qui ont été publiées, mais qui ne sont pas encore en vigueur. Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2013 ainsi qu'à nos états financiers consolidés audités annuels de 2013 et aux notes y afférentes pour de plus amples renseignements.

### Transactions entre parties liées

Dans certains cas, la Société a conclu des transactions avec des sociétés dont les associés ou les hauts dirigeants siègent à son conseil d'administration, y compris le président du conseil et chef de la direction d'une société qui reçoit des commissions versées sur les primes d'assurance, le président du conseil non membre de la direction d'un cabinet d'avocats qui offre une portion négligeable des services juridiques de la Société et le président d'une entreprise qui offre des services d'impression. Ces transactions sont inscrites au montant convenu par les parties liées et sont examinées par le comité d'audit de notre conseil d'administration.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2014	2013	Variation en %	2014	2013	Variation en %
Paiement au titre de services juridiques et de services d'impression et commissions versées sur les primes d'assurance	10 \$	12 \$	(17)	20 \$	21 \$	(5)

Nous avons également conclu certaines transactions avec notre actionnaire détenant le contrôle et avec des sociétés contrôlées par celui-ci. Ces transactions sont assujetties à des ententes formelles approuvées par le comité d'audit. Les montants totaux reçus de ces parties liées ou versés à celles-ci pendant les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2014 et 2013 ont été inférieurs à 1 million de dollars.

### **Contrôles et procédures**

Aucun changement n'est survenu dans les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours du deuxième trimestre de 2014 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence significative sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société.

### **Caractère saisonnier**

Nos résultats opérationnels varient généralement d'un trimestre à l'autre en raison des changements de conjoncture économique et des fluctuations saisonnières touchant chacun de nos secteurs opérationnels. Cela signifie que les résultats d'un trimestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats d'un trimestre ultérieur.

Les activités de Sans-fil, de Cable, de Solutions d'Affaires et de Media comportent des aspects saisonniers particuliers à chacun de ces secteurs. Pour en savoir davantage sur les tendances saisonnières de nos secteurs opérationnels, il y a lieu de se reporter au rapport de gestion annuel de 2013 de la Société.

### **Prévisions financières**

Nous n'avons apporté aucune modification aux fourchettes prévisionnelles de 2014 en ce qui a trait au résultat d'exploitation ajusté, aux entrées d'immobilisations corporelles et aux flux de trésorerie disponibles présentés le 12 février 2014. Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « À propos des énoncés prospectifs » paraissant dans le présent rapport de gestion et dans le rapport de gestion annuel pour l'exercice 2013.

### **Indicateurs clés de performance**

Nous mesurons le succès de notre stratégie à l'aide d'un certain nombre d'indicateurs clés de performance, qui sont définis et analysés dans notre rapport de gestion annuel de 2013 et dans le présent rapport de gestion trimestriel. La Société estime que ces indicateurs clés de performance lui permettent de mesurer adéquatement sa performance par rapport à sa stratégie opérationnelle, de même que par rapport aux résultats de ses pairs et de ses concurrents. Ceux-ci comprennent :

- les nombres d'abonnés;
- les taux d'attrition des abonnés;
- les produits moyens par abonné;
- la prédominance du capital.

## Mesures non conformes aux PCGR

La Société a recours aux mesures non conformes aux PCGR suivantes, qui sont revues périodiquement par la direction et le conseil d'administration, pour évaluer la performance de la Société et prendre des décisions au sujet des activités courantes de la Société et de sa capacité à générer des flux de trésorerie. Ces mesures sont également utilisées par les investisseurs, les institutions prêteuses et les agences de notation à titre d'indicateurs de la performance opérationnelle de la Société et de sa capacité à contracter ou à rembourser des emprunts et à titre de mesure d'évaluation des sociétés œuvrant dans le secteur des télécommunications. Ces mesures ne sont pas des mesures conformes aux PCGR et n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine.

Mesure non conforme aux PCGR	Pourquoi l'utiliser	Calcul	Mesure financière la plus comparable en IFRS
Résultat d'exploitation ajusté et marges connexes	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour évaluer la performance de nos activités et pour prendre des décisions à l'égard de l'exploitation courante des activités et de la capacité à générer des flux de trésorerie.</li> <li>Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent le résultat d'exploitation ajusté pour mesurer notre capacité à rembourser nos emprunts et à honorer nos autres obligations de paiement.</li> <li>Nous l'utilisons également à titre de composante du calcul de la rémunération incitative à court terme de tous les membres du personnel de direction.</li> </ul>	Bénéfice net <i>Plus les éléments suivants</i> charge d'impôt sur le résultat, autres produits (charges), charges financières, amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, dépréciation d'actifs, charge au titre de la rémunération fondée sur des actions et frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	Bénéfice net
Résultat net ajusté  Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour évaluer la performance de nos activités compte non tenu de l'incidence des éléments précédents puisque ceux-ci nuisent à la comparabilité de nos résultats financiers et pourraient fausser l'analyse des tendances relatives à la performance de nos activités.</li> <li>Exclure ces éléments ne signifie pas qu'ils ne sont pas récurrents.</li> </ul>	Bénéfice net des activités poursuivies <i>Plus les éléments suivants</i> charge au titre de la rémunération fondée sur des actions, frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, dépréciation d'actifs, profit sur la vente de placements, perte liée aux remboursements sur la dette à long terme et ajustements d'impôt sur le résultat liés à ces éléments, y compris les ajustements liés aux modifications législatives	Bénéfice net  Bénéfice par action
Flux de trésorerie disponibles	<ul style="list-style-type: none"> <li>Indicateur important de la solidité et de la performance financières de notre entreprise puisqu'il fait état du montant en trésorerie disponible aux fins de remboursement de la dette ou de réinvestissement dans la Société.</li> <li>Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent les flux de trésorerie disponibles pour évaluer une entreprise et ses actifs sous-jacents.</li> </ul>	Résultat d'exploitation ajusté <i>Moins les éléments suivants</i> dépendances d'investissement, intérêts sur la dette à long terme (après inscription à l'actif) et impôt sur le résultat en trésorerie	Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles
Dette nette ajustée	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital.</li> <li>Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de la Société et à évaluer divers ratios d'endettement en tant que mesures de la performance.</li> </ul>	Total de la dette à long terme <i>Plus les éléments suivants</i> partie courante de la dette à long terme, coûts de transaction différés, passifs ou actifs nets au titre des dérivés liés à la dette, emprunts à court terme <i>Moins les éléments suivants</i> trésorerie et équivalents de trésorerie	Dette à long terme



## Rapprochement du résultat d'exploitation ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2014	2013	2014	2013
Bénéfice net	405 \$	532 \$	712 \$	885 \$
Ajouter (déduire) :				
Charge d'impôt sur le résultat	138	171	244	309
Autres (produits) charges	9	(60)	(1)	(70)
Charges financières	188	185	413	366
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	532	463	1 051	913
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	11	1	16	59
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	30	14	39	23
<b>Résultat d'exploitation ajusté</b>	<b>1 313 \$</b>	<b>1 306 \$</b>	<b>2 474 \$</b>	<b>2 485 \$</b>

## Rapprochement du résultat net ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2014	2013	2014	2013
Bénéfice net	405 \$	532 \$	712 \$	885 \$
Ajouter (déduire) :				
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	11	1	16	59
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	30	14	39	23
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	—	—	29	—
Profit sur la vente de TVtopolis	—	(47)	—	(47)
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(14)	(11)	(24)	(17)
Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	—	8	—	8
<b>Résultat net ajusté</b>	<b>432 \$</b>	<b>497 \$</b>	<b>772 \$</b>	<b>911 \$</b>

## Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2014	2013	2014	2013
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 202 \$	1 061 \$	1 610 \$	1 866 \$
Ajouter (déduire) :				
Dépenses d'investissement	(576)	(525)	(1 064)	(989)
Charge d'intérêts sur la dette à long terme déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	(189)	(179)	(372)	(351)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	30	14	39	23
Intérêts payés	151	125	387	347
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(144)	10	165	57
Autres ajustements	(38)	(1)	27	(20)
<b>Flux de trésorerie disponibles</b>	<b>436 \$</b>	<b>505 \$</b>	<b>792 \$</b>	<b>933 \$</b>

## Rapprochement de la dette nette ajustée

(en millions de dollars)	30 juin 2014	30 juin 2013
Dette à long terme	13 335 \$	10 547 \$
Partie courante de la dette à long terme	886	1 157
Coûts de transaction différés	114	79
	14 335	11 783
Ajouter (déduire) :		
Passifs (actifs) nets au titre des dérivés liés à la dette	(110)	211
Emprunts à court terme	808	650
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(9)	(875)
<b>Dette nette ajustée</b>	<b>15 024 \$</b>	<b>11 769 \$</b>

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Situation financière » pour obtenir de plus amples renseignements sur la dette nette ajustée.

## Comment nous calculons le résultat par action ajusté

(en millions de dollars, sauf les montants par action; nombre d'actions en circulation en millions)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2014	2013	2014	2013
Résultat par action de base ajusté :				
Résultat net ajusté	432 \$	497 \$	772 \$	911 \$
Diviser par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation	515	515	515	515
<b>Résultat par action de base ajusté</b>	<b>0,84 \$</b>	<b>0,97 \$</b>	<b>1,50 \$</b>	<b>1,77 \$</b>
Résultat par action dilué ajusté :				
Résultat net ajusté	432 \$	497 \$	772 \$	911 \$
Diviser par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation après dilution	517	517	517	518
<b>Résultat par action dilué ajusté</b>	<b>0,84 \$</b>	<b>0,96 \$</b>	<b>1,49 \$</b>	<b>1,76 \$</b>
Bénéfice de base par action :				
Bénéfice net	405 \$	532 \$	712 \$	885 \$
Diviser par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation	515	515	515	515
<b>Bénéfice de base par action</b>	<b>0,79 \$</b>	<b>1,03 \$</b>	<b>1,38 \$</b>	<b>1,72 \$</b>
Bénéfice dilué par action :				
Bénéfice net				
Incidence des titres dilutifs sur le bénéfice net	405 \$	532 \$	712 \$	885 \$
Bénéfice net dilué	(11)	(50)	(23)	(7)
Diviser par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation après dilution	394 \$	482 \$	689 \$	878 \$
<b>Bénéfice dilué par action</b>	<b>0,76 \$</b>	<b>0,93 \$</b>	<b>1,33 \$</b>	<b>1,69 \$</b>

## Information additionnelle

### Sommaire des résultats financiers consolidés trimestriels

Nos résultats opérationnels varient généralement d'un trimestre à l'autre en raison des fluctuations saisonnières touchant chacun de nos secteurs opérationnels. Cela signifie que les résultats d'un trimestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats d'un trimestre ultérieur. Il y a lieu de se reporter à notre rapport annuel 2013 pour obtenir une analyse du caractère saisonnier de nos activités.

Le tableau présenté ci-après présente nos résultats consolidés pour les huit derniers trimestres.

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2014		2013				2012	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
<b>Produits opérationnels</b>								
Sans-fil	1 800 \$	1 727 \$	1 851 \$	1 846 \$	1 813 \$	1 760 \$	1 920 \$	1 889 \$
Cable	872	860	871	873	870	861	852	838
Solutions d'Affaires	95	94	98	93	90	93	88	86
Media	475	367	453	440	470	341	434	392
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(30)	(28)	(30)	(28)	(31)	(28)	(33)	(29)
<b>Total des produits opérationnels</b>	<b>3 212</b>	<b>3 020</b>	<b>3 243</b>	<b>3 224</b>	<b>3 212</b>	<b>3 027</b>	<b>3 261</b>	<b>3 176</b>
<b>Résultat d'exploitation ajusté</b>								
Sans-fil	843	790	696	875	821	765	687	843
Cable	423	409	433	425	431	429	421	403
Solutions d'Affaires	28	28	29	29	25	23	27	22
Media	54	(24)	49	55	64	(7)	75	50
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(35)	(42)	(40)	(43)	(35)	(31)	(34)	(30)
<b>Résultat d'exploitation ajusté<sup>1</sup></b>	<b>1 313</b>	<b>1 161</b>	<b>1 167</b>	<b>1 341</b>	<b>1 306</b>	<b>1 179</b>	<b>1 176</b>	<b>1 288</b>
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	(11)	(5)	(18)	(7)	(1)	(58)	(57)	(26)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	(30)	(9)	(24)	(38)	(14)	(9)	(10)	(7)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(532)	(519)	(508)	(477)	(463)	(450)	(453)	(437)
Dépréciation d'actifs	-	-	-	-	-	-	(80)	-
Charges financières	(188)	(225)	(196)	(180)	(185)	(181)	(183)	(169)
Autres produits (charges)	(9)	10	14	(3)	60	10	241	(6)
Bénéfice net avant impôt sur le résultat	543	413	435	636	703	491	634	643
Charge d'impôt sur le résultat	(138)	(106)	(115)	(172)	(171)	(138)	(112)	(177)
<b>Bénéfice net</b>	<b>405 \$</b>	<b>307 \$</b>	<b>320 \$</b>	<b>464 \$</b>	<b>532 \$</b>	<b>353 \$</b>	<b>522 \$</b>	<b>466 \$</b>
<b>Bénéfice par action</b>								
De base	0,79 \$	0,60 \$	0,62 \$	0,90 \$	1,03 \$	0,69 \$	1,01 \$	0,90 \$
Dilué	0,76 \$	0,57 \$	0,62 \$	0,90 \$	0,93 \$	0,68 \$	1,01 \$	0,90 \$
<b>Bénéfice net</b>	<b>405 \$</b>	<b>307 \$</b>	<b>320 \$</b>	<b>464 \$</b>	<b>532 \$</b>	<b>353 \$</b>	<b>522 \$</b>	<b>466 \$</b>
Ajouter (déduire) :								
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	11	5	18	7	1	58	57	26
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	30	9	24	38	14	9	10	7
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	-	29	-	-	-	-	-	-
Dépréciation d'actifs	-	-	-	-	-	-	80	-
Profit sur la vente de TVtropolis	-	-	-	-	(47)	-	-	-
Profit sur la distribution de spectre	-	-	-	-	-	-	(233)	-
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(14)	(10)	(5)	(8)	(11)	(6)	12	(4)
Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	-	-	-	-	8	-	-	-
<b>Résultat net ajusté<sup>1</sup></b>	<b>432 \$</b>	<b>340 \$</b>	<b>357 \$</b>	<b>501 \$</b>	<b>497 \$</b>	<b>414 \$</b>	<b>448 \$</b>	<b>495 \$</b>
<b>Résultat par action ajusté</b>								
De base	0,84 \$	0,66 \$	0,69 \$	0,97 \$	0,97 \$	0,80 \$	0,87 \$	0,96 \$
Dilué	0,84 \$	0,66 \$	0,69 \$	0,97 \$	0,96 \$	0,80 \$	0,86 \$	0,96 \$
Entrées d'immobilisations corporelles	576 \$	488 \$	703 \$	548 \$	525 \$	464 \$	707 \$	528 \$
Flux de trésorerie disponibles <sup>1</sup>	436 \$	356 \$	109 \$	506 \$	505 \$	428 \$	39 \$	561 \$
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 202 \$	408 \$	1 072 \$	1 052 \$	1 061 \$	805 \$	668 \$	1 146 \$

<sup>1</sup> Le résultat d'exploitation ajusté, le résultat net ajusté, le résultat par action de base ajusté et dilué ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

## Garants de la dette à long terme

Au 30 juin 2014, nos titres d'emprunt publics en circulation, nos facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit de 2,6 milliards de dollars et nos dérivés sont des obligations non garanties de RCI, en sa qualité de débiteur, et de Rogers Communications Partnership (« RCP »), en sa qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas.

Le tableau qui suit fournit un sommaire des principales données financières consolidées non auditées de RCI pour les périodes indiquées et inclut des colonnes distinctes pour : i) RCI, ii) RCP, iii) les filiales non garanties (les « autres filiales »), sur une base combinée, iv) les ajustements de consolidation et v) les totaux consolidés.

Trimestres clos les 30 juin (non audité)	RCI <sup>1,2</sup>		RCP <sup>1,2</sup>		Filiales non garanties <sup>1,2</sup>		Ajustements de consolidation <sup>1,2</sup>		Totaux	
	30 juin 2014	30 juin 2013	30 juin 2014	30 juin 2013	30 juin 2014	30 juin 2013	30 juin 2014	30 juin 2013	30 juin 2014	30 juin 2013

Principales données tirées de l'état du résultat net

Produits	5 \$	3 \$	2 722 \$	2 750 \$	517 \$	499 \$	(32) \$	(40) \$	3 212 \$	3 212 \$
Bénéfice net (perte nette)	405	532	715	816	(91)	257	(624)	(1 073)	405	532

Semestres clos les 30 juin (non audité)	RCI <sup>1,2</sup>		RCP <sup>1,2</sup>		Filiales non garanties <sup>1,2</sup>		Ajustements de consolidation <sup>1,2</sup>		Totaux	
	30 juin 2014	30 juin 2013	30 juin 2014	30 juin 2013	30 juin 2014	30 juin 2013	30 juin 2014	30 juin 2013	30 juin 2014	30 juin 2013

Principales données tirées de l'état du résultat net

Produits	10 \$	5 \$	5 363 \$	5 461 \$	924 \$	850 \$	(65) \$	(77) \$	6 232 \$	6 239 \$
Bénéfice net (perte nette)	712	885	1 419	1 581	(208)	432	(1 211)	(2 013)	712	885

À la clôture des périodes (non audité)	RCI <sup>1,2</sup>		RCP <sup>1,2</sup>		Filiales non garanties <sup>1,2</sup>		Ajustements de consolidation <sup>1,2</sup>		Totaux	
	30 juin 2014	31 décembre 2013	30 juin 2014	31 décembre 2013	30 juin 2014	31 décembre 2013	30 juin 2014	31 décembre 2013	30 juin 2014	31 décembre 2013

Principales données tirées de l'état de la situation financière

Actifs courants	17 992 \$	16 592 \$	12 281 \$	11 035 \$	2 934 \$	3 594 \$	(31 222) \$	(26 900) \$	1 985 \$	4 321 \$
Actifs non courants	21 723	19 464	16 108	12 731	23 072	21 678	(38 115)	(34 593)	22 788	19 280
Passifs courants	16 134	14 853	6 291	3 014	14 811	15 269	(32 868)	(28 530)	4 368	4 606
Passifs non courants	14 966	13 018	220	293	1 146	1 186	(1 049)	(171)	15 283	14 326

<sup>1</sup> Aux fins du tableau ci-dessus, les placements dans des filiales sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

<sup>2</sup> Les montants présentés au titre des passifs courants et des passifs non courants de RCP n'incluent pas les obligations découlant du fait d'agir en qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas, de la dette à long terme de RCI.

## À propos des énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs, au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables, et des hypothèses concernant, notamment, les activités, les activités opérationnelles ainsi que la performance et la situation financières de la Société, qui ont été approuvés par la direction à la date du présent rapport de gestion. Ces énoncés prospectifs et hypothèses comprennent, notamment, des énoncés sur les objectifs de la Société et ses stratégies pour les atteindre ainsi que des énoncés sur ses opinions, plans, attentes, prévisions, estimations ou intentions.

### Information et énoncés prospectifs

- incluent habituellement des termes comme « prévoir », « supposer », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « projeter », « objectifs », « perspectives » et d'autres expressions semblables et l'utilisation du futur et du conditionnel, mais ne contiennent pas nécessairement tous ces termes et expressions;
- comprennent les conclusions, prévisions et projections fondées sur nos objectifs et stratégies actuels ainsi que sur des estimations, attentes, hypothèses et autres facteurs, dont la plupart sont de nature confidentielle et exclusive, que nous jugeons raisonnables à l'heure actuelle, mais qui pourraient se révéler incorrectes;
- ont été approuvés par la direction de la Société à la date du présent rapport de gestion.

Nos informations et énoncés prospectifs comprennent des prévisions et des projections liées aux éléments suivants, notamment :

- les produits
- le résultat d'exploitation ajusté
- les dépenses d'investissement
- les paiements d'impôt en trésorerie
- les flux de trésorerie disponibles
- les paiements de dividendes
- la croissance prévue du nombre d'abonnés et des services auxquels ils souscrivent
- le coût d'acquisition et de fidélisation des abonnés et de déploiement de nouveaux services
- les réductions de coûts et les gains en efficacité continus
- la croissance des nouveaux produits et services
- tous les autres énoncés qui ne relèvent pas de faits passés.

Nos conclusions, prévisions et projections sont fondées sur les facteurs suivants, notamment :

- les taux de croissance générale de l'économie et du secteur
- les cours de change en vigueur
- les niveaux de tarification des produits et l'intensité de la concurrence
- la croissance du nombre d'abonnés
- les prix et les taux d'utilisation et d'attrition
- l'évolution de la réglementation gouvernementale
- le déploiement de la technologie
- la disponibilité des appareils
- le calendrier de lancement des nouveaux produits
- le coût du contenu et du matériel
- l'intégration des acquisitions
- la structure et la stabilité du secteur.

À moins d'indication contraire, le présent rapport de gestion et les énoncés prospectifs de la Société ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle d'éléments non récurrents ou exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être envisagés ou annoncés ou qui pourraient survenir après la date des énoncés prospectifs figurant aux présentes.

### Risques et incertitudes

Les événements et résultats réels pourraient différer sensiblement de ceux exprimés explicitement ou implicitement dans les énoncés prospectifs en raison des risques, incertitudes et autres facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté, y compris, sans toutefois s'y limiter :

- les nouvelles normes comptables et les nouvelles interprétations des organismes de normalisation comptable
- la conjoncture économique
- l'évolution technologique
- l'intégration des acquisitions
- les variations imprévues des coûts de matériel ou de contenu
- l'évolution de la conjoncture dans les secteurs du divertissement, de l'information et des communications
- la modification de la réglementation
- les litiges et les questions fiscales
- l'intensité de la concurrence
- l'émergence de nouvelles occasions d'affaires.

Ces facteurs peuvent avoir une incidence sur nos objectifs, nos stratégies et nos intentions. Un grand nombre de ces facteurs est indépendant de notre volonté ou de nos attentes actuelles. Par conséquent, si ces risques, incertitudes ou autres facteurs se concrétisaient, si les objectifs, stratégies ou intentions actuels de la Société changeaient ou si les autres facteurs ou hypothèses qui sous-tendent les énoncés prospectifs se révélaient incorrects, les résultats réels et nos plans pourraient différer considérablement des prévisions courantes.

Par conséquent, les investisseurs doivent faire preuve de prudence à l'égard des énoncés prospectifs et il serait déraisonnable de leur part de se fier indûment à ces énoncés en croyant qu'ils leur confèrent quelque droit établi que ce soit en ce qui concerne nos résultats ou plans futurs. La Société n'est nullement tenue (et rejette expressément une telle obligation) de mettre à jour ou de modifier les énoncés contenant des informations prospectives et les facteurs ou hypothèses sous-jacents à ces énoncés, que ce soit en raison de renseignements nouveaux, d'événements futurs ou autrement, sauf si la loi l'exige. Tous les énoncés prospectifs paraissant dans le présent rapport de gestion sont assujettis à cette mise en garde.

#### **Avant de prendre une décision d'investissement**

Avant de prendre toute décision d'investissement et pour une analyse détaillée des risques, des incertitudes et du contexte liés à nos activités, il y a lieu de revoir attentivement les rubriques « Mise à jour sur les risques et les incertitudes » et « Évolution de la réglementation » du présent rapport de gestion, ainsi que les rubriques « Réglementation de notre secteur » et « Gouvernance et gestion des risques » de notre rapport de gestion annuel de 2013. Notre rapport de gestion annuel de 2013 est disponible en ligne sur [rogers.com/investors](http://rogers.com/investors), [sedar.com](http://sedar.com) et [sec.gov](http://sec.gov) ou directement auprès de Rogers.

## **À propos de Rogers Communications Inc.**

Rogers Communications est une société ouverte canadienne de premier plan diversifiée dans les communications et les médias. Elle est le principal fournisseur de services de communications sans fil et l'un des plus importants fournisseurs de services de télévision, d'accès Internet haute vitesse et de téléphonie par câble aux particuliers et aux entreprises. Par l'intermédiaire de Rogers Media, la Société exerce des activités de radiodiffusion, de télédiffusion et de téléachat, elle publie des magazines et des revues spécialisées et elle est présente dans le secteur du divertissement sportif et des médias numériques.

La Société est inscrite à la cote de la Bourse de Toronto (TSX : RCI.A et RCI.B) et de la New York Stock Exchange (NYSE : RCI).

Pour en savoir davantage sur le groupe de sociétés Rogers, il y a lieu de consulter le site [www.rogers.com/investors](http://www.rogers.com/investors). L'information obtenue sur le site Web de la Société ou liée à celui-ci ne fait pas partie du présent rapport de gestion et n'y est pas intégrée.

### **Relations avec les investisseurs**

Bruce M. Mann  
416.935.3532  
[bruce.mann@rci.rogers.com](mailto:bruce.mann@rci.rogers.com)

Dan R. Coombes  
416.935.3550  
[dan.coombes@rci.rogers.com](mailto:dan.coombes@rci.rogers.com)

Bruce Watson  
416.935.3582  
[bruce.watson@rci.rogers.com](mailto:bruce.watson@rci.rogers.com)

### **Relations avec les médias**

Terrie Tweddle  
416.935.4727  
[terrie.tweddle@rci.rogers.com](mailto:terrie.tweddle@rci.rogers.com)

## **Conférence téléphonique trimestrielle à l'intention de la communauté financière**

La téléconférence sur les résultats du deuxième trimestre de 2014 avec la communauté financière se tiendra :

- le 24 juillet 2014
- à 8 h 30, heure de l'Est
- à l'adresse [rogers.com/webcast](http://rogers.com/webcast)

Une rediffusion sera présentée à l'adresse [rogers.com/investors](http://rogers.com/investors) et sera accessible depuis la page Événements et présentations pendant une période d'au moins deux semaines suivant la téléconférence. En outre, les investisseurs sont priés de noter que la direction de Rogers fait à l'occasion des allocutions lors de conférences de sociétés de courtage à l'intention des investisseurs. La plupart du temps, ces conférences sont diffusées sur le Web et lorsqu'il y a une webdiffusion, les liens sont offerts sur le site Web de Rogers, à l'adresse [rogers.com/events](http://rogers.com/events) généralement au moins deux jours avant la conférence.

## Renseignements additionnels

Vous trouverez des renseignements additionnels à notre sujet, notamment notre notice annuelle, sur notre site Web ([rogers.com/investors](http://rogers.com/investors)), sur SEDAR ([sedar.com](http://sedar.com)) et sur EDGAR ([sec.gov](http://sec.gov)) ou en envoyant votre demande par courriel à l'adresse [investor.relations@rci.rogers.com](mailto:investor.relations@rci.rogers.com). L'information sur les sites en question ou sur des sites Web liés et d'autres sites Web mentionnés aux présentes ne fait pas partie du rapport de gestion et n'y est pas intégrée par renvoi.

Vous pouvez également visiter la page [rogers.com/investors](http://rogers.com/investors) pour en savoir davantage sur nos pratiques de gouvernance, notre présentation de rapports sur la responsabilité sociale et pour obtenir un glossaire des termes des communications et des médias et d'autres renseignements sur nos activités.

###